



Briefings sur le développement rural à Bruxelles
Série de rencontres sur le thème du développement ACP-UE

Briefing n° 6 : Nouveaux moteurs, nouveaux acteurs
dans le développement rural ACP

2 juillet 2008 – 8h30-15h00

Un Reader¹

Ressources sur

Les Nouveaux moteurs, nouveaux acteurs dans le développement rural ACP

compilé par Isolina Boto et Camilla La Peccerella
Centre Technique de Coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA)



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

¹ La plus grande partie de ce document a été reprise directement des documents et des sites web officiels. Il ne se veut pas exhaustif mais il vise à donner un aperçu général de la problématique de l'émergence de nouveaux acteurs dans le domaine du développement rural des Pays ACP, ainsi que des sources d'information utiles. Pour toutes contributions additionnelles, veuillez contacter Isolina Boto (boto@cta.int) ou Camilla La Peccerella (lapeccerella@cta.int). Le Reader et une grande partie des ressources sont disponibles en ligne à : <http://bruxellesbriefings.net>

Index

1. Le cadre de l'architecture de l'aide internationale	4
2. Comment définir l'aide? Quelques questions conceptuelles	5
La définition de l'Aide Publique au Développement (APD)	5
3. Tendances globales de l'aide	6
3.1 L'APD multilatérale	6
Les rôles des principales institutions multilatérales	7
3.2 Tendances de l'APD bilatérale : un progrès mitigé sur les volumes d'aide	8
3.2.1 Pays donateurs membres du CAD	8
Blocage des volumes d'aide	8
Peu de progrès sur les engagements d'aide publique au développement	8
3.2.2 Le rôle croissant des donateurs non-membres du CAD	9
3.2.2.a Les donateurs bilatéraux non-CAD	9
Le cas de la Chine dans l'Afrique subsaharienne	10
La Chine et l'Afrique: combler les lacunes d'information	10
3.2.2.b Les donateurs privés	11
Un partenariat entre donateurs privés: l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)	11
4. Les bénéficiaires de l'aide: l'Afrique subsaharienne	12
5. La complexité croissante de l'architecture globale de l'aide	13
5.1 La prolifération des canaux de l'aide	13
Le point de vue des donateurs	14
Le point de vue des bénéficiaires	14
5.2 Fragmentation de l'APD	15
La fragmentation de l'aide et les coûts associés	15
6. Le défi de l'efficacité de l'aide: la Déclaration de Paris de 2005	16
Mise en œuvre du programme sur l'efficacité de l'aide: la réponse de l'UE	17
Un rôle clé pour les parlements	19
7. L'APD à l'agriculture: quelques questions clé	20
Le rôle de l'aide dans les dépenses publiques pour l'agriculture	21
Comment est utilisée l'APD pour l'agriculture?	21
L'efficacité de l'APD pour l'agriculture	22
Principales tendances de l'APD pour l'agriculture et le développement rural	22
L'agenda de l'efficacité de l'aide: quel rôle pour le développement rural?	23
Sélection des ressources en ligne (Anglais et Français)	25

Sites Web	37
Glossaire	39
Liste des acronymes	46

NOUVEAUX MOTEURS, NOUVEAUX ACTEURS DANS LE DEVELOPPEMENT RURAL ACP

1. Le cadre de l'architecture de l'aide internationale

Il y a vingt ans, 95% de l'aide aux pays en développement provenaient du 22 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD)² de l'OCDE. De nos jours, cette assistance est fournie par plus de 150 organismes multilatéraux, des organismes bilatéraux, de 33 membres du CAD, près de 30 pays non représentés au sein du CAD, des fondations privées ainsi que d'un nombre croissant de fonds verticales internationaux. Le nombre même des pays donateurs a triplé en vingt ans³.

Le paysage de l'aide mondiale connaît donc de profonds changements dans la façon dont l'aide est financée et livrée. La nouvelle architecture de l'aide⁴ est marquée par l'émergence de fonds globaux et des donateurs bilatéraux non-traditionnels, par un rôle croissant des fondations privées, des organisations non gouvernementales (ONG) et des entreprises, et par davantage des partenariats publics-privés. Les modifications apportées à l'architecture de l'aide ont élargi la disponibilité des ressources pour les pays pauvres et favorisé de nouveaux moyens d'aborder des besoins pressants de développement. Mais ils posent aussi de nouveaux défis en termes d'efficacité de l'aide.

Les dernières données montrent des progrès mitigés pour les volumes d'aide provenant des donateurs traditionnels membres du CAD. L'aide a diminué en 2006 et 2007 avec la fin des opérations exceptionnelles d'allègement de la dette. Pour répondre à l'engagement du Groupe des Huit et des autres donateurs d'augmenter l'aide de 50 milliards de dollars (à partir des niveaux du 2004) d'ici à 2010, les donateurs devront accélérer fortement l'aide au développement à environ 12 pour cent de croissance annuelle. Toutefois, les premiers résultats de sondages sur les allocations d'aide des donateurs suggèrent que ces taux ne sont pas encore suffisamment ambitieux pour remplir les objectifs fixés pour le 2010⁵. Pourtant, un grand nombre de pays africains et d'États fragiles restent tributaires de l'aide extérieure. Une augmentation de l'aide est une priorité pour que ces pays puissent atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

² Le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) est une enceinte unique en son genre où les gouvernements des pays membres (et d'organisations multilatérales comme la Banque mondiale et les Nations unies) se rencontrent dans le but d'œuvrer à l'accroissement de l'efficacité de l'aide qu'ils distribuent et à la coordination des efforts qu'ils déploient en faveur du développement. Le CAD : i) S'efforce de contribuer à faire évoluer les comportements au sein du système d'aide afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. ii) Est une source de référence pour les statistiques sur l'effort d'aide bilatérale déployé à l'échelle mondiale, iii) Est un des principaux centres de diffusion des bonnes pratiques recensées dans le domaine de la coopération pour le développement. Il a été créé en 1960 pour offrir un cadre aux consultations entre les donateurs. Il a vu le jour dans le contexte des bouleversements politiques survenus lorsque les anciennes colonies ont acquis leur indépendance et ont eu besoin d'un soutien vigoureux de la part des pays industrialisés. C'est ainsi qu'ont été jetés les fondements du système que nous connaissons actuellement. Depuis sa création, le CAD est une des principales enceintes où se tiennent les débats sur la question de l'aide. Le CAD réunit 23 membres: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, États-Unis, Commission des Communautés européennes. Source: OCDE, CAD de l'OECD...lieu de rencontre entre les gouvernements au service du bon fonctionnement de l'aide. <http://www.oecd.org/dataoecd/39/59/39218530.pdf>

³ Source: ODI, Reforming the international aid architecture: Options and ways forward (Reformer l'architecture de l'aide internationale. Options et façons d'avancer), Working Paper n. 278, 2006 http://www.odi.org.uk/publications/working_papers/wp278.pdf.

Pour une liste complète des donateurs bilatéraux et des principales organisations internationales de développement voir l'Association internationale de développement (AID), Banque Mondiale, Aid architecture: An overview of the main trends in official development assistance flows, (L'architecture de l'aide : Vue d'ensemble des principales tendances en matière d'aide officielle au développement), 2007, Annexes II et III, <http://siteresources.worldbank.org/IDA/Resources/Seminar%20PDFs/73449-1172525976405/3492866-1172527584498/Aidarchitecture.pdf> (document en anglais).

Pour un résumé des chapitres en français voir l'AID, Architecture de l'aide. Vue d'ensemble des principales tendances en matière d'aide officielle au développement, février 2007, <http://go.worldbank.org/LKMV0V77R0>.

⁴ L'architecture de l'aide peut être définie comme l'ensemble des règles et institutions qui gouvernent les flux d'aide vers le Pays en développement. AID, Aid architecture : an overview, cit.

⁵ Source : OECD/DAC, Fléchissement des opérations d'allègement de la dette et légère augmentation des autres formes d'APD, 2008, http://www.oecd.org/document/59/0,3343,fr_2649_34447_40382203_1_1_1_1,00.html

L'aide des donateurs non membres du CAD, tant publics que privés, a augmenté en nombre et en volume. Les parties les plus dynamiques du système d'aide sont le fait des nouveaux acteurs qui apportent de nouveaux financements et des modèles dans le système. Bien que les donateurs officiels traditionnels restent les principaux acteurs dans l'industrie du développement, de nouveaux acteurs publics et privés engagent des volumes croissants d'aide financière au pays en développement⁶. La complexité croissante de l'architecture de l'aide présente aussi des défis. En particulier, une prolifération des canaux de l'aide, une fragmentation de l'aide, et une tendance vers des programmes verticaux posent de nouveaux défis pour la cohérence et la prévisibilité dans la fourniture de l'aide. Ces développements appellent à une meilleure coordination entre les donateurs, une division du travail, une harmonisation des nouvelles sources de l'aide avec les principes de la Déclaration de Paris, et l'alignement des besoins publics globaux avec les intérêts nationaux de développement. Le Forum de haut niveau d'Accra offre une occasion opportune pour faire face à ces nouvelles dimensions dynamiques de l'aide⁷.

2. Comment définir l'aide? Quelques questions conceptuelles

Il est utile de clarifier quelques questions conceptuelles. Les canaux de l'aide peuvent être bilatéraux ou multilatéraux, alors que l'aide publique au développement (APD) peut être bilatérale, multilatérale ou multi-bilatérale. L'APD multi-bilatérale se réfère à l'aide extérieure volontaire des bailleurs de fonds à une organisation multilatérale qui est additionnelle aux contributions des membres et qui est destinée à des fins spécifiques⁷.

La définition de l'Aide Publique au Développement (APD)

On entend par « aide publique au développement » (APD) tous les apports de ressource qui sont fournis aux pays en développement (pays de la partie I de la Liste du CAD) ou aux institutions multilatérales pour être ensuite acheminés vers des pays en développement, et qui répondent aux critères suivants :

- i) Émaner d'organismes publics, y compris les états et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics.
- ii) Sachant que chaque transaction doit en outre a) avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement. b) être assortie de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25 pour cent (sur la base d'un taux d'actualisation de 10 pour cent)⁸. En plus de flux financiers, la coopération technique est incluse dans l'aide.

L'APD a cinq éléments:

- (a) le type de flux (subventions, prêts ou coopération technique);
- (b) la source (secteur public des pays donateurs);
- (c) les destinataires (elles doivent être sur la liste du CAD);
- (d) l'objectif de développement/ bien-être des transactions connexes, et
- (e) leur caractère concessionnel.

La définition et la mesure d' « aide » a été une des premières tâches de l'OCDE CAD et un important sujet de controverse entre les bailleurs de fonds, certains soutenant une définition très rigoureuse du « développement » et d'autres en faveur de considérer la quasi-totalité des flux officiels vers les pays en développement comme de "l'aide". La première étude complète des flux de ressources financières aux pays en développement (appelés alors "pays en voie de développement économique") a été publiée en mars 1961, et a porté sur la période 1956-59. Elle a été suivie par des rapports annuels du CAD et

⁶ Banque Mondiale, Global Monitoring Report 2008 – Chapter 3: Scaling Up Aid: Opportunities and Challenges in a Changing Aid Architecture (Rapport de suivi mondial 2008 – Chapitre 3: Accroître l'aide : Défis et opportunités dans le contexte d'une architecture de l'aide en mutation), http://siteresources.worldbank.org/INTGLOMONREP2008/Resources/4737994-1207342962709/091-116_GMR08_ch03_web.pdf (document en anglais). Pour une fiche synthétique en français: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDATRESINFRE/EXTGLOMONFRE/EXTGMR2008FRE/0,,contentMDK:21716792~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:4778753,00.html>).

⁷ Banque Mondiale, Global Monitoring Report, cit.

⁸ AID, L'architecture de l'aide 2007, cit.

⁸ Source : OECD/CAD, <http://www.oecd.org/dataoecd/26/15/26415673.PDF>

des séries chronologiques ont été recueillies à partir de 1961 pour l'ensemble des flux (données CAD) et à partir de 1973 pour les activités au niveau des pays (données SNPC, système de notification des pays créanciers). La définition de l'APD a été adoptée en 1969 et a permis la distinction de l'aide au développement d'autres flux sans objectifs de développement. Depuis lors, les évolutions majeures de la définition de l'APD ont porté sur deux aspects: les activités considérées comme promotion du développement économique et le bien-être et la liste du CAD des bénéficiaires de l'aide.

La liste des activités qui peuvent être considérées comme œuvrant pour la promotion du développement et du bien-être a été considérablement élargie au fil du temps: l'impact de ces changements sur le volume de l'APD enregistrés a été substantielle au cours des dernières années conduisant à une augmentation de l'APD totale de 33% en 2005, notamment en raison à l'annulation de la dette sur la dette non APD et à des coûts administratifs des donateurs.

La liste du CAD des bénéficiaires de l'aide a été introduite seulement en 1993, après une longue discussion sur une proposition visant à considérer comme APD toutes les aides pour tous les pays qui répondent aux normes du CAD en termes de concessionnalité et d'objective développemental. Depuis 1961, les données ont été recueillies pour la plupart des pays en développement non communistes⁸. Depuis 1989, les pays de l'ancien bloc de l'Est qui étaient en dessous du seuil de la Banque mondiale pour les pays à revenu élevé ont commencé à être ajoutés à la liste. L'Afrique du Sud a été ajoutée en 1991. De 1993 à 2004, une deuxième partie a été ajoutée à la liste du CAD, y compris des pays en développement et les pays d'Europe orientale "plus avancés" et l'aide à ces pays a été enregistrée comme de "l'aide publique" et n'a pas été comptabilisée pour la réalisation des objectifs des Nations Unies de l'APD / Revenu national brut (RNB)⁹

3. Tendances globales de l'aide

Un examen plus attentif des grandes tendances de l'APD peut faciliter une meilleure compréhension des principales questions qui affectent l'architecture de l'aide globale existante.

Après un long déclin au cours des années 1990, le financement de l'aide publique au développement n'a cessé de croître au cours de la dernière décennie. Les décaissements nets de l'APD ont toujours augmenté en termes réels depuis la fin des années 1990, et ont atteint US \$ 105 milliards (à prix constants de 2004) en 2005, en hausse d'environ US \$ 58 milliards en 1997. L'APD nette des décaissements en 2005 peut être décomposée comme suit: 64 pour cent pour les principaux programmes de développement, 24 pour cent pour l'allègement de la dette; 8 pour cent pour l'aide d'urgence, et 4 pour cent pour les coûts administratifs des donateurs. Une grande partie de l'augmentation récente de l'APD a été due à l'allègement de la dette et, dans une moindre mesure à l'aide d'urgence et les coûts administratifs des donateurs¹⁰.

3.1 L'APD multilatérale

Environ 70 pour cent de l'APD ont été fournis par les organisations bilatérales et 30 pour cent par des organisations multilatérales. Parmi les organisations multilatérales, le rôle de l'Association internationale de développement (AID) qui était le principal canal pour l'APD multilatérale a été dépassé par la Commission européenne et l'Organisation des Nations Unies.

Dans statistiques du CAD, les activités d'aide financées sur les budgets réguliers des institutions multilatérales sont dénommées « apports multilatéraux ». Ils sont inclus dans la base de données les apports de la Banque mondiale, des banques régionales de développement et de certaines agences des Nations unies. Une contribution par un membre du CAD à un tel organisme est réputé être multilatérale s'il est mis en commun avec d'autres contributions et les décaissements se font à la discrétion de l'agence¹¹.

⁸ Ils incluent les destinataires suivants: tous les pays et territoires en Afrique sauf l'Afrique du Sud, en Amérique, sauf les États-Unis et le Canada, les pays non-communistes d'Asie et d'Océanie à l'exception de l'Australie, du Japon et de la Nouvelle-Zélande, et les pays suivants en Europe: Chypre, Espagne, Gibraltar, Grèce, Malte, Turquie et Yougoslavie.

⁹ AID, Aid architecture, cit.

¹⁰ AID, L'architecture de l'aide, cit. Pour une revue de l'évolution de l'APD en 2007 voir OECD/CAD, Fléchissement des opérations d'allègement de la dette et légère augmentation des autres formes d'APD, avril 2008

http://www.oecd.org/document/59/0,3343,fr_2649_34485_40382203_1_1_1_1,00.html

¹¹ Site de l'OECD, http://www.oecd.org/document/18/0,3343,fr_2649_34469_15214738_1_1_1_1,00.html

Les rôles des principales institutions multilatérales

Les banques régionales de développement (BRD)

Il existe trois principales banques régionales de développement qui jouent un rôle clé dans la promotion du développement des pays dans leurs régions. Ces banques - la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, et la Banque asiatique de développement – fonctionnent de manière similaire à la Banque mondiale en ce qu'elles fournissent une assistance hautement concessionnelle aux pays les plus pauvres à la fois pour le financement de projets et l'appui budgétaire⁹, et incluent des indicateurs de performance dans leurs formules d'allocation. Ces créanciers dépendent souvent de la politique et des programmes du FMI et de l'IDA pour créer le cadre de développement et les antécédents de la performance sur lesquelles fonder leurs programmes pays. La BRD travailler en étroite collaboration avec les institutions de Bretton Woods pour fournir le co-financement nécessaire pour soutenir les objectifs de développement et les efforts de réforme politique de certains pays. Certains des principaux défis auxquels les BRD doivent faire face sont les suivants: la nécessité de se distinguer plus clairement de la Banque mondiale et développer leurs propres domaines de spécialisation; identifier leurs avantages comparatifs et prendre des risques plutôt qu'agir comme de simples distributeurs automatiques de billets; surmonter l'impression qu'ont les gouvernements bénéficiaires qu'il est difficile de traiter avec les BRD et s'engager dans les partenariats public-privé (PPP).

L'Association internationale de développement (AID)

Créée en 1960, l'Association internationale de développement (AID) est une institution de la Banque mondiale qui vise à réduire la pauvreté en accordant des dons et des prêts sans intérêt destinés à financer des programmes de nature à stimuler la croissance économique, à atténuer les inégalités et à améliorer les conditions de vie des populations. L'IDA joue un rôle d' instrument structurel et de réforme du climat d'investissement, et comme les programmes du FMI se concentre sur la stabilité macroéconomique. L'AID et le FMI aident les gouvernements à établir une politique et un cadre fiduciaire à même de promouvoir l'utilisation efficace des flux d'aide provenant d'autres partenaires au développement. L'AID est la plus grande source d'aide financière concessionnelle pour les pays les plus pauvres et investit dans des projets économiques et de développement humain de base. Les ressources de l'AID sont fournies sous forme des prêts et des subventions sans intérêt et les subventions vont surtout aux pauvres qui sortent d'un conflit et aux pays qui sont en difficulté à cause de la dette.

Le système des Nations Unies (ONU)

Un des principaux mandats des NU est la promotion de conditions de vie optimales, le plein emploi et des conditions pour un progrès économique et social et le développement. 70 pour cent du travail du système des Nations Unies est consacré à l'accomplissement de ce mandat. L'ONU a joué un rôle crucial dans la construction d'un consensus international sur l'action pour le développement. L'ONU continue de formuler de nouveaux objectifs de développement dans des domaines clefs comme le développement durable, la promotion de la femme, des droits de l'homme, la protection de l'environnement et la bonne gouvernance – et exécute des programmes visant à les faire devenir réalité. Le système des Nations Unies travaille dans une variété de moyens pour promouvoir les objectifs économiques et sociaux. Les Nations unies pour le développement (PNUD), le plus important fournisseur de subventions pour le développement humain durable dans le monde, participe activement à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les Nations unies pour l'enfance (UNICEF) est le principal organisme des Nations Unies travaillant pour la survie à long terme, la protection et le développement des enfants, l'accent étant mis sur la vaccination, les soins de santé primaires, la nutrition et l'éducation de base. Beaucoup d'autres programmes des Nations Unies travaillent pour le développement, en partenariat avec les gouvernements et les ONG. Le Programme alimentaire mondial (PAM) est le plus grand programme international d'aide alimentaire en termes

⁹. L'appui budgétaire est une aide qui est transférée directement au trésor national du pays partenaire. De manière générale, il n'existe pas de restrictions sur l'utilisation finale des fonds, ou de leur répartition sectorielle au niveau des bailleurs de fonds. L'appui budgétaire se distingue de l'appui sectoriel dans la mesure où ce dernier est versé à un secteur particulier ou groupe de secteurs, soit par le budget national, ou par un mécanisme contrôlé par les donateurs. Ainsi les Crédit d'appui à la réduction de la pauvreté (PRSC) de la Banque mondiale et de la BAD comptent effectivement comme un certain type d'appui budgétaires dans la mesure où ils sont spécifiquement programmés pour correspondre au budget du pays / cycle de la CDMT.

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), La nouvelle architecture de l'aide, les SRP et les OMD, 2006 http://www.uneca.org/prsp/cairo/documents/Theme4_Aid%20Effectiveness.pdf

d'aide d'urgence et de développement. Le Fonds de Nations Unies pour la population (UNFPA) œuvre en faveur du droit à la santé et de l'égalité des chances et offre son appui aux pays pour utiliser les données de population dans la formulation des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) vise à encourager les bonnes pratiques environnementales partout dans le monde et le Programme des Nations unies pour les établissements humains (PNUEH) a pour but de promouvoir des villes de développement durable pour fournir des abris pour tous¹⁰.

3.2 Tendances de l'APD bilatérale : un progrès mitigé sur les volumes d'aide

Un nombre croissant d'acteurs publics et privés sont en train de relancer les volumes d'aide bilatérale. Mais la vue d'ensemble est mitigée. L'évolution globale des volumes masque d'importantes différences entre les groupes de donateurs.

3.2.1 Pays donateurs membres du CAD

Blocage des volumes d'aide

Les dernières données du CAD montrent que la tendance à la hausse de l'APD est dans l'impasse depuis 2006-07. Après avoir diminué de 4,5 % en valeur réelle durant l'année 2006, les apports nets d'APD des 22 pays membres du CAD-OCDE ont encore reculé de 8,4 % en 2007 pour s'établir, selon les estimations, à 103,7 milliards de dollars.

La baisse des volumes d'aide a tiré vers le bas le montant net de l'APD des bailleurs de fonds par rapport au revenu national brut (RNB). À 0,31 pour cent, l'APD/RNB net combiné en 2006 était inférieur au niveau du début des années 1990 et au-dessous des projections de 0,35 pour cent pour 2010 (sur la base des engagements annoncés). Le rapport APD / RNB pour les membres du CAD de l'Union européenne est de 0,43 pour cent. L'APD des membres du DAC montre un changement majeur dans la composition dans la période 2004-06. La part de l'allègement de la dette a doublé, pour atteindre près d'un cinquième du total. Les contributions des donateurs membres du CAD aux institutions multilatérales sont passées de près d'un tiers à un quart, du fait qu'une plus grande partie de l'aide a été fournie au niveau bilatéral par l'allègement exceptionnel de la dette. La part de la coopération technique a aussi baissé, passant de 24 pour cent en 2004 à 21 pour cent en 2006¹¹.

Peu de progrès sur les engagements d'aide publique au développement

Les participants à la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement à Monterrey en 2002 reconnaissent qu'une augmentation substantielle de l'aide étrangère et d'autres ressources sont nécessaires si l'on veut que les pays en développement atteignent les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les OMD. Les pays développés sont invités à "faire des efforts concrets" pour augmenter l'APD et pour atteindre l'objectif fixé à 0,7 pour cent du PNB. Le Plan d'action pour l'Afrique annoncé au G-8, Sommet des dirigeants tenu à Kananaskis, au Canada en 2002, a proposé que la moitié ou plus de la nouvelle aide au développement aille à l'Afrique. Au Sommet mondial des Nations unies en 2005, les pays ont réaffirmé le Consensus de Monterrey, en reconnaissant l'importance de renforcer l'effort d'aide, en particulier en Afrique, seul continent qui risque de n'atteindre aucun des OMD d'ici à 2015.

3.2.2 Le rôle croissant des donateurs non membres du CAD

De nouveaux acteurs tels que les bilatéraux non-DAC, des organismes privés et des fonds verticaux ont la croissance la plus rapide parmi les sources de financement existants. Leur rôle croissant est en train de changer le paysage de l'aide. Les nouveaux donateurs et leurs modalités promettent plus de ressources et d'innovation pour le développement.

3.2.2.a Les donateurs bilatéraux non-DAC

L'APD fournie par les 22 pays membres du CAD de l'OCDE prévoit seulement une vue partielle des activités d'aide, étant donné que d'autres pays sont apparus comme de nouveaux donateurs au cours

¹⁰ Commonwealth Secretariat and La Francophonie Workshop, The Future of Aid: User Perspectives on Reform of the International Aid System, Background Paper. 2006, http://www.aideeffectiveness.org/flash/pdf/background_paper.pdf

¹¹ Banque mondiale, Global Monitoring Report, cit.

des dernières années. Certains (notamment le Brésil, la Chine, l'Inde) ont été jusqu'à récemment eux-mêmes des pays en développement et sont maintenant à la fois des donateurs et des bénéficiaires de l'aide au développement. Il est difficile de quantifier le volume, la répartition et la composition de l'aide fournie par la plupart de ces nouveaux pays donateurs, parce que leurs activités ne sont pas répertoriées d'une manière systématique¹².

Le cercle des prestataires d'aide s'est élargi : le nombre des pays donateurs non membres du CAD est désormais proche de 30. Ces pays, qui englobent notamment le Brésil, la Chine, l'Inde, la Malaisie, la Russie, la Thaïlande et le Venezuela, ainsi que des pays riches en pétrole et de nouveaux membres de l'Union européenne, sont à l'origine d'apports estimés à 8 milliards de dollars par an et qui sont censés augmenter encore¹³.

L'APD fournie par les donateurs non-membres du CAD a augmenté au cours de ces dernières années, mais de manière moins importante que l'APD des pays membres du CAD. En 2002, l'APD des donateurs non-membres du CAD a totalisé 3,2 milliards de dollars, un montant équivalent à 5,5 pour cent de l'APD fournie par les donateurs du CAD (5,9 pour cent si l'on exclu l'allègement de la dette). En 2005 les donateurs non-membres du CAD ont fourni 4,2 milliards de dollars, ce qui équivaut à seulement 4 pour cent de l'APD fournie par les donateurs du CAD (5 pour cent l'exclusion de l'allègement de la dette).

Les pays de l'OCDE non-membres du CAD fournissent des quantités importantes de l'aide et ont des plans d'augmenter substantiellement les flux¹⁴ ; ils devraient même doubler l'APD d'ici à 2015.

Les nouveaux pays membres de l'UE (qui ne sont pas membres de l'OCDE) pourraient bien atteindre l'effort d'APD fixé à 0,17 pour cent du RNB en 2010 et 0,33 pour cent d'ici à 2015. Les pays du Moyen-Orient ont fourni 2,5 milliards de dollars en aide en 2006, l'Arabie Saoudite en contribuant à hauteur de 2,1 milliards de dollars (comme reporté au CAD)¹⁵.

Des données claires sur l'assistance des autres agences bilatérales ne sont pas disponibles. Des estimations évaluent l'aide de la Chine et de l'Inde à environ 3 milliards de dollars par an, et les deux pays sont en train de développer des programmes d'aide encore plus importants¹⁶.

Par exemple, la « politique africaine » de la Chine, introduite en Janvier 2006, vise, entre autres objectifs, à soutenir le développement économique en Afrique par le biais d'un certain nombre de canaux, y compris l'assistance économique et l'allègement de la dette. Le gouvernement chinois prévoit de prêts concessionnels et de dons aux pays en développement, directement et indirectement par le biais de prêts concessionnels de l'Export-Import Bank de Chine. Le montant total des prêts concessionnels et des subventions accordées par la Chine n'est pas indiqué d'une manière globale et les estimations varient considérablement¹⁷.

Le cas de la Chine dans l'Afrique subsaharienne

Un cadre synthétique pour évaluer l'impact de la Chine sur l'Afrique sub-saharienne (ASS) implique la reconnaissance à l'influence multiforme de la Chine: un marché pour les exportations de l'Afrique, un donateur, un financier et un investisseur, un contractant et un constructeur. Si l'assistance technique et financière officielle a prédominé dans le passé, ce sont les activités commerciales, qui ont augmenté rapidement ces dernières années, qui sont aujourd'hui la dominante en termes financiers.

En ce qui concerne l'APD, il convient de noter que la Chine a commencé à fournir de l'aide à l'Afrique en 1956. En Mai 2006, la Chine avait contribué pour un total de 44,4 milliards de yuan (US 5,7 milliards de dollars) pour plus de 800 projets d'aide, selon un chercheur à l'Académie chinoise des sciences sociales. Les dernières données officielles disponibles sont pour l'année 2002, et le gouvernement

¹² Banque mondiale, Global Development Finance Report, cit.

¹³ Banque mondiale, Global Monitoring Report, cit.

¹⁴ Par exemple, la Corée qui a fourni \$455 million in 2006, prévoit une assistance de \$1 milliard d'APD en 2010

¹⁵ Il convient de rappeler que 15 pays donateurs qui ne sont pas membres du CAD transmettent leurs rapports d'activités au CAD.

¹⁶ Banque mondiale, Global Monitoring Report, cit.

¹⁷ Dans un effort pour jeter plus de lumière sur les activités de nouveaux donateurs, la Banque mondiale, en collaboration avec le CAD de l'OCDE, l'Organisation des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Département des affaires économiques et sociales (DAES), a mené une enquête dans neuf des pays en développement (Brésil, Chili, Chine, Inde, Malaisie, Russie, Afrique du Sud, Thaïlande et Venezuela). Seuls trois pays (Chili, Malaisie et Thaïlande) ont répondu à l'enquête à ce jour. Les informations fournies par ces pays indiquent que la quasi-totalité de leur aide au développement est fournie aux pays dans leur région, en grande partie sous la forme d'une assistance technique. Leur aide au développement est souvent levée avec des fonds fournis par les pays industrialisés (appelée "coopération triangulaire"), notamment le Japon. Source, Banque mondiale, Global Development Finance Report, cit

chinois a déclaré une assistance de US \$ 1,8 milliards de dollars en aide économique à l'Afrique. Le Bureau national chinois de statistique répertorie les données annuelles sur les projets contractés dans les pays d'Afrique subsaharienne, qui comprennent des projets financés par le gouvernement chinois dans le cadre de son programme d'aide. "Alors que la composante de l'aide étrangère dans les chiffres est difficile à cerner, il est encore plus difficile d'estimer la valeur de l'assistance technique et de l'aide en nature de la Chine en raison de problèmes de la tarification du travail chinois. En supposant que l'aide chinoise, y compris l'assistance technique, est d'environ 50 pour cent de la valeur des projets contractés, l'APD de la Chine à l'Afrique subsaharienne pourrait s'élever à US \$ 1.0-1.5 milliards de dollars par an pour 2004-05. En comparaison, les flux d'aide de la Chine à l'Afrique ont représenté en moyenne US \$ 310 millions par an pour la période 1989-1992.

Les termes de l'APD de la Chine suivent les principes établis lors de la visite en Afrique de Zhou Enlai au début des années 1960: aucune condition ou de demande des privilèges peut être liée à l'APD ; la Chine fournit de l'APD sous forme de subventions, des prêts à faible ou sans intérêt (c'est-à-dire, les prêts préférentiels qui ont une bonification d'intérêt) et les remboursements seront reportés si nécessaire. Le programme d'aide de la Chine comprend également une assistance technique, avec un accent sur la technologie agricole et la formation dans les établissements chinois¹⁸.

Les principaux types de projets d'aide par la Chine en Afrique¹⁹

Projets d'infrastructure	chemins de fer, routes, installations de télécommunication
Bâtiments	stades, palais, bureaux gouvernementaux, écoles
Usines	coton ou textiles, bois, pétrole, cigarettes
Agriculture	agriculture, tabac, thé, production de sucre

La Chine et l'Afrique: combler les lacunes d'information

Il existe d'importantes lacunes d'information sur l'assistance et la présence de la Chine en Afrique dont les plus importantes sont :

- La nécessité d'études pour évaluer l'évolution future de l'impact de la Chine en ASS
- Des analyses des déterminants de la compétitivité de l'ASS et les mesures requises pour améliorer la productivité (par exemple, dans le secteur des vêtements, des textiles, des chaussures et des meubles, ainsi que dans le domaine des cultures d'exportation)
- Une évaluation plus approfondie des impacts indirects de la Chine sur le commerce avec l'ASS, en facilitant le développement de politiques appropriées pour fournir un traitement spécial et différencié aux économies à faible revenu d'Afrique subsaharienne sur les marchés mondiaux.
- Déterminer l'impact de la Chine sur la protection des consommateurs, la répartition des revenus et les niveaux de pauvreté absolue en Afrique subsaharienne, à travers une analyse des avantages pour le consommateur d'importations moins chères, et les implications de répartition d'un changement de spécialisation de produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre vers des produits de base à forte intensité de capital.
- Distinguer les impacts génériques par rapport aux sous-régionaux et nationaux spécifiques et aider à la classification des différents types d'économies d'Afrique subsaharienne
- Identifier les domaines qui peuvent constituer des menaces et des opportunités
- Déterminer les raisons qui poussent la Chine à un engagement stratégique avec l'ASS et leur impact sur la transparence et une meilleure gouvernance sur le continent
- Diffuser les enseignements de l'expérience positive pour faire face aux défis posés par la Chine, recueillis en Afrique subsaharienne et dans d'autres régions²⁰.

¹⁸ IMF, What Drives China's Growing Role in Africa?, Working Paper WP/07/211, 2007, http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1012994

¹⁹ African Studies Centre, Africa and China: A Strategic Partnership?, ASC Working Paper 67/2006 <http://www.ascleiden.nl/Pdf/wp67.pdf>

²⁰ DFID, The impact of China in Sub Saharan Africa, 2006, <http://www.uk.cn/uploadfiles/2006428172021581.doc>

3.2.2.b Les donateurs privés

Les organisations non gouvernementales (ONG) fournissent une source croissante de ressources financières pour les pays en développement. Les contributions des gouvernements à des ONG actives dans le développement international sont déjà incluses dans l'APD, mais les contributions privées ne le sont pas. Les contributions d'aide du secteur privé ont totalisé 11 milliards de dollars en 2006, un montant égal à 13 pour cent de l'aide fournie par les donateurs du CAD (à l'exclusion de l'allègement de la dette), en hausse de 9 pour cent dans les années 1990. Le montant de l'aide au développement fournie par les ONG est difficile à quantifier. Les données reportées au CAD de l'OCDE seraient sous-estimées de manière significative. Les chiffres sont donc susceptibles de sous-estimer la contribution croissante des ONG au développement.

Les Fondations philanthropiques privées ont attiré beaucoup d'attention durant l'année écoulée, suite à la donation de Warren Buffet à la Fondation Bill & Melinda Gates Foundation de 30 milliards de dollars. La Fondation Gates est la fondation philanthropique la plus importante au monde, avec une dotation évaluée à \$ 33 milliards à la fin de 2006. Ses objectifs sont d'améliorer les soins de santé et réduire l'extrême pauvreté dans le monde et à élargir les possibilités d'éducation et l'accès aux technologies de l'information aux États-Unis. On estime que la Fondation Gates a versé environ 2,8 milliards de dollars en 2007, un montant égal à près de 3 pour cent des prévisions de décaissements de l'APD des pays donateurs du CAD. Ces projections supposent que les décaissements effectués par la Fondation Gates dépasseront ceux de près de la moitié des pays membres du CAD.

Les données disponibles étant limitées, il est très difficile d'évaluer la contribution globale des fondations philanthropiques privées au développement. Il n'existe pas de mesures globales sur les décaissements effectués par des fondations privées dans les pays pauvres à des fins de développement. Les procédures utilisées pour recueillir des données sur les activités de fondations privées diffèrent grandement dans le temps et dans tous les pays, ce qui rend difficile les comparaisons.

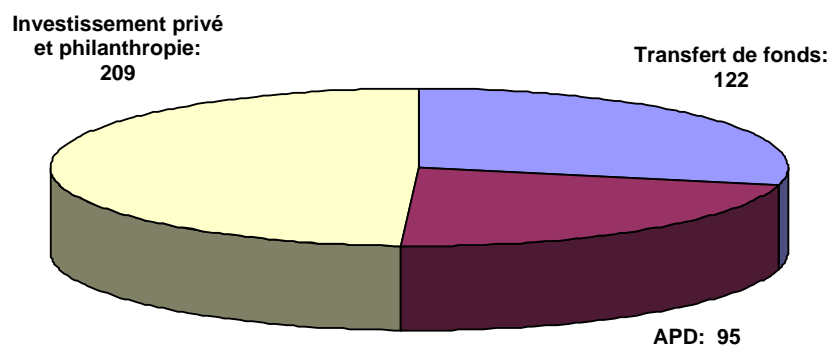
Les plus de 100 000 fondations privées existantes dans le monde ont un très large éventail d'objectifs de type social, politique, caritatif, religieux qui sont souvent liés, mais s'étendent au-delà du développement économique. La plupart des fondations privées commencent en mettant l'accent sur des initiatives locales, puis étendent leurs opérations à l'étranger une fois qu'elles développent des ressources financières et humaines suffisantes et qu'elles acquièrent l'expertise dont ont besoin les pays en développement. Les fondations privées américaines sont dites les plus actives sur le plan international, parce qu'elles ont tendance à avoir des ressources financières et une expérience plus importante que les fondations dans d'autres pays.

Les données fournies par les fondations américaines sont plus complètes que celles de fondations dans la plupart des autres pays. Elles révèlent que le nombre de fondations philanthropiques privées aux États-Unis est passé de 30 000 en 1993 à 68 000 en 2005, tandis que les décaissements ont augmenté, passant de 10 milliards à 33 milliards de dollars. Environ 3,8 milliards de dollars (11,5 pour cent) de ces dépenses sont allés à des initiatives internationales, dont la plupart ont transité par les organisations internationales (telles que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme), des ONG et les partenariats public-privé (comme le Fonds mondial Alliance pour les vaccins et la vaccination). Les fondations privées américaines fournissent relativement peu d'aide au développement directement aux pays bénéficiaires, préférant apporter un soutien financier aux établissements qui disposent de bonnes capacités pour fournir de l'aide de manière efficace dans des secteurs spécifiques²¹.

Les flux financiers vers les pays en développement, 2006 (en milliards \$)²²

²¹ Banque mondiale, Global Development Finance Report, cit.

²² C. Langenkamp (GDPRD, Plateforme Globale des donateurs pour le développement rural), Traditional and new donors – The need for the need for improved development effectiveness (Donateurs traditionnels et nouveaux. L'appui des donateurs en faveur de la livraison de l'aide: l'expérience de la GDPRD), Présenté au 6eme Briefing sur le développement rural à Bruxelles, Nouveaux moteurs, nouveaux acteurs dans le développement rural ACP, 2 juillet 2008, <http://www.slideshare.net/euforic/donateurs-traditionnels-et-nouveaux-la-ncessit-dun-dveloppement-plus-efficace-presentation>



Source: Institut Hudson, Index annuel de Global Philanthropy 2008

Un partenariat entre donateurs privés: l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (l'Alliance, ou AGRA) est une initiative conjointe de la Fondation Rockefeller et de la Fondation Bill et Melinda Gates qui s'engage à réduire la faim et la pauvreté en Afrique à travers le développement agricole. Créée en 2006, l'Alliance travaille actuellement avec les gouvernements africains, d'autres donateurs, des organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé, et les agriculteurs africains à améliorer la productivité et les revenus des agriculteurs pauvres en Afrique. Elle renforce et élargit le travail que la Fondation Rockefeller a initié en Afrique.

Le principal objectif de l'Alliance est d'augmenter la productivité et la rentabilité de l'agriculture à petite échelle en utilisant des innovations technologiques, politiques et institutionnelles qui sont écologiquement et économiquement durables. L'Alliance cherche à développer un pool de donateurs à même de fournir des ressources importantes pour revitaliser l'agriculture africaine et aider à long terme les petits agriculteurs²³.

4. Les bénéficiaires de l'aide: l'Afrique subsaharienne

La mondialisation financière est en train de contribuer à un élargissement de l'éventail des options de financement pour les pays en développement. Cependant, pour un grand nombre de pays pauvres en Afrique sub-saharienne et pour des Etats vulnérables ou en situation de conflit, l'aide publique au développement reste importante. Dès lors, une augmentation de l'aide est une priorité si l'on veut que ces pays atteignent les OMD. Pour les pays à faible revenu dans la région, l'APD représente près des deux-tiers de tous les financements extérieurs.

Les apports d'aide à l'Afrique ont augmenté, quoiqu'ils aient été fournis pour une bonne part sous forme d'allègements de dette. Les donateurs CAD fournissent les plus grandes quantités de l'aide bilatérale à la région et affectent une part plus importante de l'APD à l'Afrique subsaharienne -plus d'un tiers en 2006, comparativement à environ un quart en 2000. Les apports globaux des pays membres du CAD et des donateurs multilatéraux dans cette région ont atteint 40 milliards de dollars en 2006, ce qui représente une progression de 6,9 milliards en valeur réelle par rapport à 2005, et de 12,4 milliards par rapport à 2004.

L'expansion de l'APD nette, à l'exclusion de l'allègement de la dette et de l'aide humanitaire, a été limitée, toutefois, représentant moins d'un tiers de l'expansion de l'APD dans la région en 2006 et un cinquième de l'augmentation de l'aide au cours de 2004-06. L'allègement de la dette a bénéficié les pays récipiendaires en réduisant le fardeau de la dette et élargi l'espace fiscal pour les dépenses de développement. Comme les opérations d'allègement de la dette diminuent, d'autres types d'aides devront d'augmenter fortement si l'on veut respecter l'engagement pris à Gleneagles d'augmenter l'APD à l'Afrique subsaharienne à \$ 50 milliards (le double du niveau de 2004)²⁴.

En termes de utilisation de l'aide, il y a eu un revirement important de la production et l'infrastructure vers les secteurs sociaux et de gouvernance. En particulier, l'aide à l'agriculture a fortement diminué et l'aide d'urgence a augmenté de manière significative, mais l'aide-programme (balance des paiements ou d'appui budgétaire) a diminué et a été progressivement remplacée par l'allègement de la dette²⁵.

²³ Source: le site de la Rockefeller Foundation, http://www.rockfound.org/initiatives/agra/agra_alliance.shtml

²⁴ Banque mondiale, Global Monitoring Report, cit.

²⁵ United Nations Economic Commission for Africa, The Emerging Aid Architecture, PRSs and the MDGs, 2006 http://www.uneca.org/prsp/cairo/documents/Theme4_Aid%20Effectiveness.pdf

5. La complexité croissante de l'architecture globale de l'aide

L'architecture de l'aide peut être définie comme l'ensemble des règles et institutions qui régissent les flux d'aide vers les pays en développement²⁶.

Comme nous l'avons déjà dit, la prolifération des canaux de l'aide, la fragmentation de l'APD et un degré significatif de l'affectation des fonds ont contribué à accroître la complexité de l'architecture de l'aide mondiale²⁷. L'analyse des données montre qu'il ya eu une prolifération des organismes bilatéraux et multilatéraux qui interagissent avec les pays bénéficiaires. Par exemple, le nombre moyen de donateurs par pays est passé d'environ 12 dans les années 1960 à environ 33 dans la période 2001-2005.

En outre, il existe actuellement plus de 230 organisations internationales, fonds et programmes. La prolifération des donateurs semble particulièrement prononcée dans le secteur de la santé, où plus de 100 grandes organisations sont actives. Ceci est accompagné par une importante allocation de ressources pour des utilisations spécifiques, y compris les programmes mondiaux ou fonds "verticaux". En fait, environ la moitié de l'APD acheminée par des voies multilatérales en 2005 a connu un certain degré d'affectation des fonds par secteur ou par thème. La "verticalisation" ou l'affectation de l'APD a également été observée dans certains programmes d'aide bilatérale. Les données disponibles pour 2004 indiquent également un grand nombre d'activités d'aide mais qui ont tendance à être limitées en volume financier.

La complexité de l'architecture de l'aide augmente les coûts de transaction pour les donateurs et bénéficiaires, ce qui réduit l'efficacité de l'aide. Bien que les coûts de transaction de l'aide n'aient pas été systématiquement quantifiés, il est prouvé que la prolifération des donateurs et la fragmentation de l'aide représentent une taxe sur la capacité de mise en œuvre des pays bénéficiaires.

Comme mentionné ci-dessus, les donateurs non-CAD et "émergents" sont de plus en plus importants comme fournisseurs de l'APD. Les nouveaux donateurs apportent avec eux davantage de ressources pour aider les pays en développement à atteindre leurs OMD. Dans le même temps, de nouveaux défis pour l'harmonisation et l'alignement sont créés. Les donateurs non-membres du CAD sont un groupe hétérogène: les approches et règles du CAD en ce qui concerne la fourniture d'aides financières sont appliquées par des non-donateurs membres du CAD de manière variable selon le pays. Le manque de données sur l'APD non CAD, rend difficile l'évaluation précise des volumes d'aide et les perspectives. Les seuls pays de l'OCDE non-CAD devraient doubler leur aide publique au développement à des niveaux de plus de \$ 2 milliards en 2010²⁸.

5.1. La prolifération des canaux de l'aide

L'analyse des données montre qu'il existe un nombre croissant de donateurs bilatéraux et d'organisations internationales, fonds et programmes au cours des cinquante dernières années. Le nombre de donateurs bilatéraux est passé de 5-6 au milieu des années 1940 à au moins 56 en 2006. On a aussi assisté à une augmentation spectaculaire du nombre des organisations internationales, fonds et programmes. Beaucoup d'entre eux sont spécialisés dans un secteur ou domaine particulier.

L'impact de la prolifération des mécanismes d'acheminement de l'aide peut être étudié à la fois sous l'angle des donateurs et des bénéficiaires :

Le point de vue des donateurs

Les donateurs bilatéraux officiels fournissent les ressources à la fois par des canaux bilatéraux et multilatéraux. En 2005, environ un tiers de l'APD (32 pour cent) ont été acheminés par des voies multilatérales, tandis que le reste est allé directement aux pays en développement tel que décrit ci-dessous. Plus des deux tiers (70 pour cent) des aides ont été versées à des canaux multilatéraux, et 30 pour cent multi-bilatéraux, y compris les fonds d'affectation spéciale (trust funds). Les canaux multilatéraux se différencient des organisations internationales à objectifs multiples (qui opèrent dans plusieurs secteurs et des pays comme la Commission européenne ou AID) et des organisations

²⁶ AID, Aid architecture, cit.

²⁷ Ce Reader associe le terme «prolifération» avec le nombre de donateurs fournissant des canaux aide publique au développement à un pays bénéficiaire donné, et la «fragmentation» avec le nombre des activités financées par des donateurs, ainsi que leur valeur moyenne.

²⁸ AID, Aid architecture, cit.

internationales thématiques spécialisées ou les organisations internationales (dont les activités sont axées sur un thème particulier ou d'un secteur, comme l'UNICEF ou la tuberculose et le paludisme).

Du point de vue des donateurs, environ la moitié des aides bilatérales distribuées par l'intermédiaire des mécanismes d'acheminement multilatéral en 2005 a fait l'objet, dans une certaine mesure, d'une affectation sectorielle ou thématique des fonds. Ce chiffre est une approximation fondée sur des rapports annuels 2005.

Il comprend non seulement des trusts funds et autres APD multi-bilatérales, mais aussi des contributions à des organisations multilatérales sectorielles ou thématiques ciblées. En plus de compliquer la gestion budgétaire, l'affectation peut conduire à un manque d'alignement dans les priorités entre les donateurs et pays bénéficiaires. Hormis la complexification de la gestion budgétaire, l'affectation des fonds peut entraîner un mauvais alignement des priorités des pays donateurs et des pays bénéficiaires. En nuisant à la capacité des bénéficiaires à allouer de manière souple les ressources, l'affectation des fonds peut entraîner un sous-financement des projets tout aussi importants pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté²⁹.

Le point de vue des bénéficiaires

Du point de vue des bénéficiaires, l'importance croissante des organisations internationales sectorielles / thématiques et des donateurs privés augmente la complexité de l'architecture de l'aide.

La complexité des différents liens est également due au plus grand rôle du secteur privé dans le financement de l'aide et sa mise en œuvre. La Philanthropie privée dans le domaine de l'aide a gagné en importance ces dernières années. En outre, la concurrence entre les canaux multilatéraux pour une grande stabilité des ressources a été combinée avec une augmentation du rôle des prestataires privés / gestionnaires de l'aide. Environ 6 pour cent de toute l'aide officielle d'aide enregistrée aux pays en développement a été fournie par les ONG et les partenariats public-privé. Ces derniers sont un phénomène nouveau qui a émergé au milieu des années 1990, lorsque les programmes mondiaux ont commencé à être délibérément mis en place en dehors du système des Nations Unies.

La prolifération des donateurs au niveau des pays n'a pas cessé d'augmenter au fil du temps. Le nombre moyen de donateurs par pays a presque triplé au cours du dernier demi-siècle, passant de 12 environ dans les années 1960 à environ 33 dans la période 2001-2005. La combinaison d'un plus grand nombre de donateurs bilatéraux et d'un nombre croissant de canaux multilatéraux a conduit à un environnement de l'aide de plus en plus bondé. La prolifération de l'aide au niveau des pays a été importante, en particulier après la fin de la guerre froide lorsque le nombre de pays avec plus de 40 bailleurs de fonds actifs et les organisations internationales est passé de zéro à trente-un. Le nombre des organisations internationales, fonds et programmes est maintenant plus élevé que le nombre de pays en développement qu'ils sont censés aider.

La multiplicité des canaux d'aide impose une pression supplémentaire sur les capacités déjà faibles de mise en œuvre dans les pays à faible revenu. En fait, "la gestion des flux d'aide de différents bailleurs de fonds est un énorme défi pour les pays bénéficiaires, car les différents bailleurs de fonds insistent généralement sur l'utilisation de leur propre processus dans le lancement, la mise en œuvre et le suivi des projets. Les bénéficiaires peuvent être submergés par les exigences de multiples projets d'audit, évaluations environnementales, rapports, états financiers, et mises à jour des projets.

La prolifération des canaux d'aide est particulièrement marquée dans le secteur de la santé. En fait, plus de 100 grandes organisations sont impliquées dans ce secteur. Le manque de clarté dans les mandats et les rôles des différents organismes donateurs - associés à l'affectation d'une grande partie de ces aides -, ne facilitent pas « une approche holistique de la santé et les systèmes de financement durables au niveau national »³⁰.

5.2 Fragmentation de l'APD

La prolifération des mécanismes d'acheminement de l'aide s'est accompagnée d'une fragmentation de l'aide qui risque de nuire à l'efficacité de l'APD, notamment dans les pays bénéficiaires dotés d'une faible capacité institutionnelle, en raison des risques d'augmentation des frais de transaction de l'aide. La fragmentation prend différentes formes comme le nombre d'activités financées par les bailleurs de

²⁹ AID, Architecture de l'aide. Vue d'ensemble, cit.

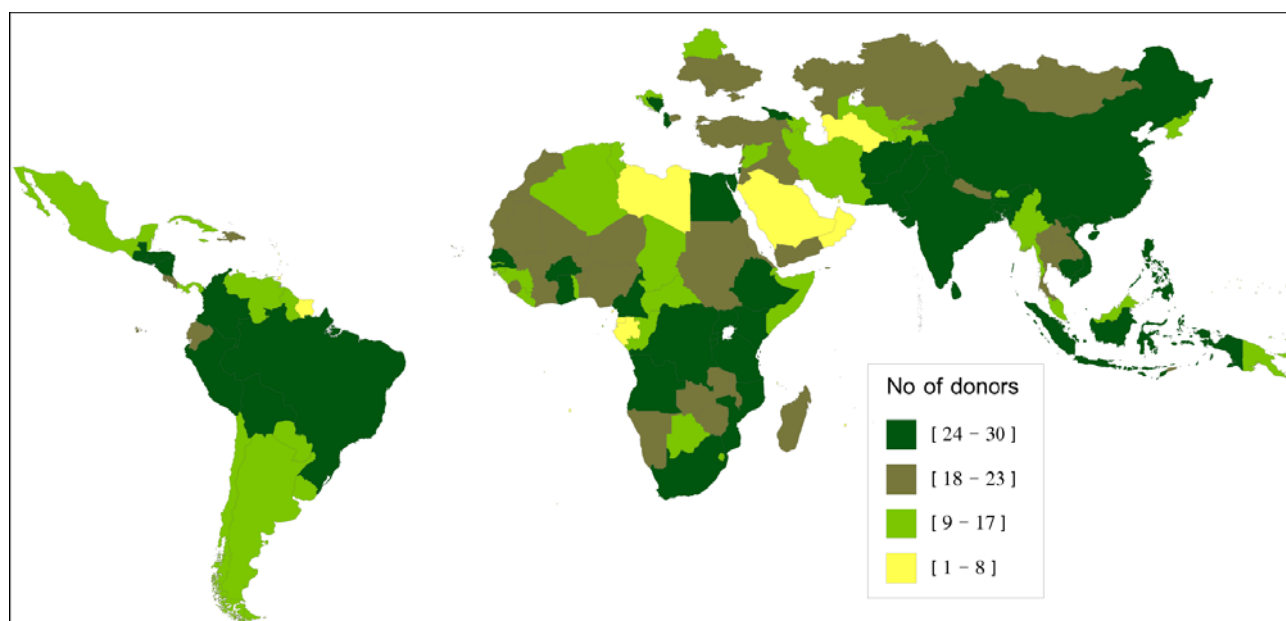
³⁰ AID, Aid architecture, cit.

fonds et le montant des engagements des donateurs, et la dispersion de l'assistance technique autonome à taille réduite en tant que modalité (instrument) de délivrance de l'aide³¹.

La fragmentation de l'aide et les coûts associés

Le nombre d'activités financées par des donateurs est importante - en particulier dans les secteurs sociaux - et le volume financier moyen des interventions d'aide / activités est faible. La taille moyenne des activités financées par des donateurs dans les pays en développement est d'environ \$ 1,5 millions et le nombre total des interventions / activités a atteint près de 60000. Les secteurs sociaux (notamment santé et éducation) comptent pour 48 pour cent de toutes les activités enregistrées dans le Système de notification des pays créanciers pour 2004. Cette moyenne de l'activité des donateurs ne change pas sensiblement dans les autres secteurs ou entre les groupes de revenus, sauf pour les projets d'infrastructure (environ 3 fois la taille moyenne), l'aide budgétaire générale (13 fois) et l'allègement de la dette (16 fois).

Nombre de pays donateurs membres du CAD et les grands organismes multilatéraux par pays (décaissements bruts de l'APC, 2005)³²



Source: OCDE

La fragmentation est renforcée par le fait que la majorité des activités d'aide allouées par modalité est constituée d'assistance technique gratuite. Comme indiqué dans l'édition 2006 du Rapport mondial de suivi, "la coopération technique est souvent critiquée comme étant trop coûteuse en raison du coût élevé des experts internationaux, aggravant le problème de la fuite des cerveaux en formant les meilleurs et les plus brillants, mais ne pouvant pas les retenir, et comme étant trop fragmentée et non coordonnée. "

La fragmentation semble supérieure lorsque la capacité institutionnelle des pays bénéficiaires est plus faible. Lorsque la capacité d'exécution est très faible, les bailleurs de fonds ont tendance à financer un grand nombre de petites activités dans un nombre relativement réduit de secteurs. Quand la capacité du gouvernement est plus forte, les bailleurs de fonds semblent plus disposés à soutenir des projets de grande envergure dans plusieurs sous-secteurs et à accroître le montant global des ressources au pays, tel que mesuré par les engagements par habitant.

Les frais de transaction de l'APD ont un impact tant sur les donateurs que sur les bénéficiaires. En fait, "les donateurs, les bénéficiaires et les observateurs indépendants sont tous d'accord sur le fait que le système est trop complexe et impose des coûts de transaction élevés à toutes les parties". Ces coûts

³¹ AID, Architecture de l'aide, cit.

³² Source: OECD, Towards better division of labour: concentration and fragmentation of aid, Global Forum on Development - Policy Workshop on the Challenges of Scaling Up at Country Level: Predictable Aid Linked to Results, 2007, http://www.oecd.org/secure/pdfDocument/0,2834,en_21571361_37824719_39712354_1_1_1_1,00.pdf

reflètent une augmentation du nombre de canaux d'aide et les activités/interventions des donateurs, une affectation progressive des fonds par le biais de canaux multilatéraux et bilatéraux, et le recours généralisé à une assistance technique sans coordination. Bien qu'il y ait suffisamment de preuves anecdotiques de l'augmentation des coûts de transaction causés par la fragmentation et la prolifération de l'aide des donateurs, ils n'ont pas été systématiquement quantifiés.

Sous l'angle des pays bénéficiaires, les frais de transaction sont directement et indirectement associés à la charge administrative qu'ils doivent assumer. Certains auteurs distinguent les coûts de transaction directs et indirects. Les coûts directs se réfèrent au détournement des maigres ressources dans les pays bénéficiaires - notamment le temps et l'attention des politiciens et des représentants du gouvernement - des priorités nationales pour répondre aux exigences liées à gestion des activités liées à l'aide. Ces coûts sont particulièrement pertinents dans les situations où l'aide est divisée en de nombreux petits "paquets" avec leurs propres exigences de gestion et de rapport. Les coûts indirects résultent de l'impact de la prolifération et la fragmentation de l'aide sur les systèmes incitatifs dans les administrations publiques des pays bénéficiaires. Un exemple de ces coûts indirects, c'est quand des unités de gestion des projets financés par les donateurs conduisent à la "fuite des cerveaux" des ministères où les compétences de gestion sont en nombre insuffisant³³.

6. Le défi de l'efficacité de l'aide: la Déclaration de Paris de 2005

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement est un important pas en avant pour résoudre les complexités de l'architecture de l'aide existante³⁴. Signée le 2 mars 2005 par 35 pays donateurs, 26 donateurs multilatéraux, 56 pays bénéficiaires, et 14 observateurs de la société civile, la Déclaration a présenté un ordre du jour soutenu par un large éventail d'acteurs du développement. Comme indiqué dans l'édition 2006 du Rapport mondial de suivi, « une caractéristique de la Déclaration de Paris est un engagement mutuel entrepris par le pays partenaire [destinataire] et les pays donateurs à un processus de surveillance international ».

La Déclaration de Paris est basée sur les principes clés de l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle. Ces principes sous-tendent les engagements de partenariat entre les bénéficiaires ou les pays partenaires et les pays donateurs, comme suit

- Appropriation : « Les pays partenaires exercent une réelle maîtrise sur leurs politiques et stratégies de développement et assurent la coordination de l'action à l'appui du développement »

³³ IDA, Aid architecture, cit.

³⁴ Un mouvement en faveur de l'efficacité de l'aide internationale a commencé à prendre forme à la fin des années 1990. Les donateurs / organismes d'aide, en particulier, ont commencé à se rendre compte des coûts qu'ils imposaient aux bénéficiaires de l'aide par leurs nombreuses et différentes approches et exigences. Ils ont commencé à travailler les uns avec les autres, et avec les pays partenaires pour harmoniser les approches et les exigences. Le mouvement a connu une accélération en 2002 à la Conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey, au Mexique. La communauté internationale a convenu qu'il serait important de fournir plus de financement pour le développement, mais que plus d'argent seulement ne suffit pas. Les donateurs et les pays partenaires voulaient que l'aide soit utilisée aussi efficacement que possible. L'année suivante, les différents donateurs et pays partenaires se sont réunis à Rome au premier Forum de haut niveau. des dirigeants des grandes banques multilatérales de développement et organisations internationales et bilatérales, et les donateurs et les représentants des pays bénéficiaires se sont réunis à Rome pour le Forum de haut niveau sur l'harmonisation (HLF-Rome). Ils se sont engagés à prendre des mesures pour améliorer la gestion et l'efficacité de l'aide et de faire le bilan des progrès concrets, avant de rencontrer à nouveau au début de 2005. La Déclaration de Rome sur l'harmonisation a fixé un ambitieux programme d'activités:

- S'assurer que les efforts d'harmonisation sont adaptés au contexte du pays et que l'assistance des donateurs est alignée sur les priorités de développement du destinataire.
- Accroître les efforts déployés par les pays en vue de rationaliser les procédures et les pratiques.
- Examiner et définir les moyens d'adapter les institutions et les politiques des pays, des procédures et des pratiques visant à faciliter l'harmonisation.
- Mettre en œuvre les bonnes pratiques, principes et normes formulées par la communauté du développement comme fondement de l'harmonisation.

En 2005, la communauté internationale s'est réunie à nouveau à Paris au Forum de haut niveau (2005), où plus de 100 signataires de partenaires-gouvernements, organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux, banques régionales de développement et les organismes internationaux- ont adopté la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. En signant la Déclaration de Paris, ils se sont engagés à mettre en œuvre des mesures de nature à promouvoir l'utilisation efficace des fonds d'aide. Source: site du Forum de Haut Niveau de Accra.

Pour lire la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, 2005
<http://www.oecd.org/dataoecd/53/38/34579826.pdf>

- Alignement. « Les donateurs font reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires »
- Harmonisation : « Les actions des donateurs sont mieux harmonisées et plus transparentes, et permettent une plus grande efficacité collective »
- Gestion axée sur les résultats : « Gérer les ressources et améliorer le processus de décision en vue d'obtenir des résultats »
- Responsabilité mutuelle: « Les donateurs et les pays partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement »

Les cinq principes de la Déclaration de Paris sont traduits en 12 objectifs-cible pour 2010. Pour les destinataires ou pays partenaires, ces objectifs soulignent l'importance des stratégies de développement opérationnelles et la gestion des finances publiques. Du côté des pays donateurs, les objectifs visent entre autres à aligner les flux d'aide sur les priorités nationales des bénéficiaires, le renforcement de la capacité des pays bénéficiaires, ce qui augmente la prévisibilité de l'aide, l'augmentation de la proportion de l'aide déliée, en utilisant des mesures ou procédures communs, et partageant l'analyse. Pour garantir la responsabilité mutuelle, tous les pays partenaires devraient avoir des évaluations mutuelles des progrès d'ici à 2010.

Certains des objectifs énoncés dans la Déclaration de Paris sont directement destinées à résoudre la fragmentation de l'aide. Ils comprennent: (i) 50 pour cent des flux de la coopération technique devraient être mis en œuvre par le biais de programmes coordonnés en cohérence avec les stratégies nationales de développement, et (ii) 66 pour cent des apports d'aide devrait être fournis dans le cadre des approches-programmes. Bien que les progrès vers la réalisation de ces objectifs doivent permettre d'améliorer les indicateurs de fragmentation de l'aide, les données actuelles n'intègrent pas encore les effets de la Déclaration de Paris sur la gestion de l'aide³⁵.

Mise en œuvre du programme sur l'efficacité de l'aide: la réponse de l'UE

Le concept de l'efficacité de l'aide a acquis une importance croissante dans les débats internationaux, à tel point que nous pourrions parler de "d'un agenda de l'efficacité de l'aide internationale". Ce programme, créé par la Déclaration de Paris en 2005 attire l'attention sur la situation dans son ensemble, afin de s'assurer que les objectifs du système d'aide dans son ensemble sont satisfaits, que le système d'aide internationale reste fidèle à sa vocation première, qui est, de la lutte contre la pauvreté et que toutes les parties concernées ont un cadre de partage des leçons et bonnes pratiques et d'établir un consensus sur la façon dont l'aide pourrait être améliorée³⁶.

Dans le cadre de l'Union européenne, le "Consensus européen sur le développement" de 2005 offre, pour la première fois en cinquante ans de coopération, un cadre de principes communs dans lequel l'UE et ses États membres mettront en œuvre leurs politiques de développement dans un esprit de complémentarité³⁷.

La déclaration définit les objectifs et les principes sur la base desquelles les États membres et la Communauté s'engagent à une vision commune. Étant donné que l'objectif principal est de réduire la pauvreté dans le monde dans le contexte du développement durable, l'UE cherche à répondre aux Objectifs de développement du Millénaire, à laquelle tous les pays membres de l'ONU ont souscrit, à savoir d'ici à 2015.

Selon le Consensus européen, les principes communs des activités de coopération au développement sont appropriation et partenariat, un dialogue politique approfondi, la participation de la société civile, l'égalité des sexes et un engagement à prévenir la fragilité des États.

Les pays en développement ont la responsabilité première de créer un environnement national favorable à la mobilisation de leurs propres ressources, notamment en menant des politiques cohérentes et efficaces. Ces principes permettront de fournir une assistance adaptée qui réponde aux besoins spécifiques du pays bénéficiaire.

L'UE s'est engagée à augmenter le budget de l'aide à 0,7% du Produit National Brut d'ici à 2015, l'objectif intermédiaire étant 0,56% d'ici à 2010 ; la moitié de l'augmentation de l'aide étant destinée à l'Afrique. L'UE continuera à donner la priorité à l'appui pour les pays les moins avancés et à faible et moyen revenu. L'allocation des ressources sera guidée par des critères objectifs et transparents fondés

³⁵ AID, Aid architecture, cit.

³⁶ Parlement européen, Rapport sur le suivi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement, 2008/2048(INI), 7 mai 2008, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A6-2008-0171+0+DOC+PDF+V0//FR&language=FR>

³⁷ Le Consensus européen pour le développement, OJ 2006/C 46/01, 24 février 2006

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2006:046:0001:0019:FR:PDF>

sur les besoins et les performances. Le principe de concentration guidera la Communauté dans toute la programmation nationale et régionale. Cela implique de sélectionner un nombre limité de domaines prioritaires d'action.

La qualité de l'aide sera de la plus haute importance pour l'UE, qui assurera le suivi de ses engagements afin de maximiser l'efficacité de l'aide, notamment en fixant des objectifs concrets pour 2010. L'appropriation nationale, la coordination des donateurs et l'harmonisation, à commencer par le niveau du terrain, l'alignement sur les pays bénéficiaires, et l'orientation vers les résultats constituent des principes clés à cet égard. Des mécanismes d'aide plus prévisibles seront renforcés de manière à permettre aux pays partenaires de planifier de manière efficace.

L'UE encouragera une meilleure coordination et la complémentarité entre les bailleurs de fonds en travaillant à la programmation pluriannuelle commune fondée sur des stratégies par pays et des processus en partenariat, des mécanismes de mise en œuvre communs et l'utilisation de co-financements. Il favorisera également la cohérence dans la politique de développement dans une grande variété de domaines.

La politique communautaire et les politiques des États membres dans ce domaine doivent se compléter les unes aux autres. La valeur ajoutée de la politique communautaire vient de sa présence dans le monde entier, son expertise dans la distribution de l'aide, son rôle dans la promotion de la cohérence entre les politiques et les meilleures pratiques, son rôle à faciliter la coordination et l'harmonisation, son soutien à la démocratie et aux des droits de l'homme, la bonne gouvernance, le respect du droit international, et son rôle dans la promotion de la participation de la société civile et de la solidarité Nord-Sud³⁸.

Comme une suite aux engagements de l'UE en 2005 pour accroître l'aide au développement et améliorer l'impact et la rapidité dans la réalisation des défis du Millénaire pour le Développement d'ici à 2015, la Commission européenne a publié trois principales communications qui représente un paquet sur l'efficacité de l'aide, à savoir "L'aide de l'UE: Assurer plus, mieux et plus vite"³⁹, «le financement du développement et de l'efficacité de l'aide - Les défis posés par l'augmentation de l'aide de l'UE 2006-2010»⁴⁰ et «Renforcer l'impact de l'aide de l'UE: un cadre commun pour l'élaboration des documents de stratégie par pays et commune programmation pluriannuelle»⁴¹.

En outre, sur base des principes de la Déclaration de Paris et du Consensus, une feuille de route de l'efficacité de l'aide a récemment été mise à disposition qui dresse le bilan des progrès accomplis par l'UE et de défini ses ambitions⁴².

Afin de renforcer la coordination et l'harmonisation, un atlas des donateurs de l'UE a également été créé, présentant un aperçu des activités de coopération au développement financées par les États membres et la Commission européenne. Son objectif est d'aider tous les États membres à avoir une meilleure compréhension les uns des autres et œuvrer à une meilleure division du travail⁴³.

Un rôle clé pour les parlements

Comme la feuille de route de 2008 le reconnaît expressément, dans la Déclaration de Paris, les partenaires et les pays donateurs se sont engagés à renforcer le rôle parlementaire dans les stratégies nationales de développement, renforçant ainsi la responsabilité mutuelle et la transparence des ressources de développement.

Le contrôle parlementaire d'un budget crédible élargit l'appropriation par les pays. La dernière enquête de l'OCDE 2006 suivie de la Déclaration de Paris indique que, pour presque tous les pays partenaires le suivi des budgets de développement est compromis par d'importantes inexactitudes dans les

³⁸ Le Consensus européen, cit.

³⁹ Communication de la CE, Aide de l'UE: fournir une aide plus importante, plus efficace et plus rapide, COM(2006)87 fin., 2 mars 2006 <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0087:FIN:FR:PDF>

⁴⁰ Communication de la CE, Financement du développement et efficacité de l'aide – Les défis posés par l'augmentation de l'aide de l'Union européenne entre 2006 et 2010, COM(2006) 85, 2 mars 2006

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0085:FIN:FR:PDF>

⁴¹ Communication de la CE - Renforcer l'impact européen : un cadre commun pour l'élaboration des documents de stratégie par pays et la programmation pluriannuelle commune, COM(2006)88, 2 mars 2006, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0088:FIN:FR:PDF>

Source: site web de l'UE: <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r12536.htm>

⁴² European Commission Staff Working Paper, The EU – a global partner for development - Speeding up progress towards the millennium development goals - An EU aid effectiveness roadmap to Accra and beyond - From rhetoric to action, hastening the pace of reforms, COM(2008) 177 final (uniquement en anglais)

[http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/SEC\(2008\)435%20Aid%20Effective.pdf](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/SEC(2008)435%20Aid%20Effective.pdf)

⁴³ See <http://development.donoratlas.eu/>

prévisions budgétaires des flux d'aide des gouvernements donateurs, ce qui réduit la capacité des parlements à examiner les politiques de développement du gouvernement. En outre, une grande partie des flux d'aide aux gouvernements des pays partenaires ne sont pas complètement et correctement pris en compte dans leur budget annuel prévisionnel. Les gouvernements devraient être de plus en plus responsables de leurs stratégies à travers les mécanismes réguliers de la responsabilité démocratique (accountability). Les donateurs et les partenaires doivent travailler ensemble, et faire en sorte que les prévisions budgétaires soient plus réalistes. Un soutien à des comités budgétaires forts peut garantir que l'aide soit dépensée efficacement.

Les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide devraient également être pris en compte par les parlements européens. La division du travail peut impliquer que les pays et secteurs d'aide doivent être abandonnés au nom de l'efficacité de l'aide. Cela mettra les parlementaires face à des choix difficiles quant à revoir à la baisse certains intérêts ou secteurs nationaux ; il est à espérer que les choix seront faits pour promouvoir l'efficacité de l'aide mondiale.

Dans ce contexte, en Mars 2008, l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE a publié un document de travail sur "l'efficacité de l'aide et la définition de l'aide publique au développement". Le rapport souligne l'importance d'une définition commune de l'APD et propose un resserrement de la définition de manière à exclure par exemple l'annulation de la dette. Il définit également un certain nombre de recommandations sur la façon d'améliorer l'efficacité de l'aide. Entre autres, il encourage la création de meilleurs mécanismes de communication d'informations et une augmentation de l'équilibre des relations figurant dans des accords⁴⁴.

Plus récemment, le rapport du Parlement européen de mai 2008 sur la suite donnée à la Déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide⁴⁵ invite la Commission à mettre en place deux nouveaux instruments: un indicateur pour suivre le contrôle parlementaire dans les pays recevant l'aide au développement qui augmentera la responsabilité/accountability et permettra des formes plus stratégiques de contrôle, et une révision de l'Atlas des donateurs visant à promouvoir le dialogue politique entre les bailleurs de fonds européens dans les pays et à lutter contre le problème des pays et secteurs orphelins de l'aide. Il a également demandé une simplification des procédures de l'aide et "considère que l'augmentation de la transparence de l'information sur les flux d'aide est un objectif essentiel pour améliorer l'utilisation efficace de l'aide et la responsabilité mutuelle".

Les États membres et la Commission sont invités à "abolir la conditionnalité politique pour soutenir une compréhension commune sur les priorités clés, et comme le rapport le souligne la nécessité pour les institutions financières internationales et les pays donateurs de publier les conditions d'octroi de l'aide au développement, "de façon à ce qu'un véritable contrôle démocratique puisse être exercé par les parlements, les autorités locales et les sociétés civiles".

Le rapport souligne également la nécessité de déboursier l'aide en fonction des priorités et échéances des partenaires et soutient la Commission dans son choix d'avoir davantage recours à l'appui budgétaire, permettant aux parlements nationaux, aux autorités locales, à la société civile et au Parlement européen de suivre les résultats des contributions de l'UE⁴⁶.

En outre, un projet de rapport sur le suivi de la Conférence de Monterrey de 2002 sur le financement du développement a été publié⁴⁷.

7. L'APD à l'agriculture: quelques questions clés

L'agriculture semble être de retour à l'ordre du jour de l'aide au développement, considérée comme un élément à la fois à même de stimuler la croissance et sortir un grand nombre de personnes de la pauvreté, et comme une voie essentielle à la réalisation des OMD. En effet, dans les pays en

⁴⁴ Assemblée Parlementaire Paritaire ACP-UE (APP), Document de travail sur l'efficacité de l'aide et la définition de l'aide publique au développement, 3 mars 2008, http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/91_01/pdf/dt_aid_fr.pdf

⁴⁵ Parlement européen, Rapport sur le suivi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement, 2008/2048(INI), 7 mai 2008, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A6-2008-0171+0+DOC+PDF+V0//FR&language=FR>

⁴⁶ Source Parlement européen, http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/028-29648-140-05-21-903-20080521IPR29630-19-05-2008-2008-false/default_fr.htm

⁴⁷ Parlement européen, Rapport sur le suivi de la Conférence de Monterrey de 2002 sur le financement du développement, 2008/2050(INI), 1 août 2008 <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A6-2008-0310+0+DOC+PDF+V0//FR>

développement, l'agriculture est un des premiers pourvoyeurs d'emploi et représente une part importante du PIB et des recettes d'exportation.

En Afrique sub-saharienne, l'agriculture représente 20 pour cent du PIB et emploie 67 pour cent de la population active totale. En outre, 75 pour cent des pauvres du monde travaillent et vivent dans les zones rurales et, selon les estimations, 60 pour cent continuera de le faire d'ici à 2025⁴⁸.

Malgré cela, l'APD à ce secteur a diminué en termes réels de près de moitié entre 1980 et 2005, malgré une augmentation de 250% dans le total des engagements d'APD par rapport à la même période. La part de l'APD à l'agriculture a diminué passant de 17% au début des années 1980 à un 3% en 2005.

En Afrique subsaharienne, la réduction des aides agricoles a été moins dramatique, mais toujours importante, avec une baisse d'environ 35% sur la période. L'aide multilatérale à ce secteur a diminué en termes relatifs et absolus, et s'est de plus en plus axé sur la politique agricole et la réforme institutionnelle, plutôt qu'au soutien direct⁴⁹.

Aide à l'agriculture par les pays membres du CAD et multilatéraux, 1981-2001⁵⁰

	Aide à l'agriculture (à l'échelle mondiale, en% du total des donateurs)			Aide à l'agriculture africaine (En millions de US \$ 2001)			Aides à l'agriculture africaine en pourcentage de l'aide de tous les donateurs en Afrique		
	1981	1991	2001	1981	1991	2001	1981	1991	2001
Pays DAC	11	8	5	833	1047	557	15	12	6
Multilatéraux	33	22	8	1089	40	440	32	14	7
Total Donateurs	18	12	6	1921	1687	997	22	13	6

Source: Banque mondiale

Aides à l'agriculture africaine en pourcentage de l'aide de tous les donateurs⁵¹

	1990	2000	2005
Donateurs bilatéraux	61	58	52
Japon	11	11	6
Etats Unis	5	9	8
Donateurs multilatéraux	39	42	48
AID	29	10	20
Tous les donateurs	100	100	100

Source: Banque mondiale

Le rôle de l'aide dans les dépenses publiques dans l'agriculture

Selon une étude conjointe DFID /Banque mondiale réalisée en 2007, les donateurs continuent à fournir la majorité des dépenses de développement agricole. Cela peut poser problème, compte tenu du caractère irrégulier des engagements de financement des donateurs et de faibles niveaux de décaissements effectifs⁵².

⁴⁸ ODI, Donor Policy Narratives: What Role for Agriculture?, Future Agricultures Briefing Paper, 2006

http://www.odi.org.uk/plag/resources/briefingpapers/facbriefing_donorpolicynarratives.pdf

⁴⁸ ODI, Donor Policy Narratives, cit.

⁴⁹ IFAD, Report on IFAD's Development Effectiveness, 2007, <http://www.ifad.org/gbdocs/eb/92/e/EB-2007-92-R-9-Rev-1.pdf>

⁵⁰ Source: Lending to Agriculture from Bilateral and Multilateral Donors,

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTOED/EXTASSAGRSUBSAHAFR/0,,contentMDK:21501344~menuPK:4258671~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:4174768,00.html>

⁵¹ Source: Lending to Agriculture from Bilateral and Multilateral Donors,

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTOED/EXTASSAGRSUBSAHAFR/0,,contentMDK:21501344~menuPK:4258671~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:4174768,00.html>

⁵² Oxford Policy Management, Review of Public spending in agriculture. A joint DFID/World Bank study, 2007, <http://www1.worldbank.org/publicsector/pe/pfma07/OPMReview.pdf>

L'étude souligne qu'au Ghana, les donateurs fournissent la quasi-totalité du budget de développement, notamment dans l'agriculture. Ici, l'analyse des prêts et des subventions des donateurs montre que l'agriculture reçoit une part décroissante du total des fonds des donateurs, avec un financement accru des donateurs pour l'infrastructure routière

Bon nombre des problèmes associés avec les projets financés par les donateurs comprennent: le manque de durabilité; un suivi et une évaluation faibles; des chevauchements d'intérêts; un détournement du temps des fonctionnaires consacré aux activités gouvernementales, et l'absence d'une coordination efficace avec d'autres projets ou avec le programme de développement national. Un problème lié à la part importante du financement des donateurs dans ce secteur est le fait de ne pas fournir suffisamment de fonds renouvelables pour assurer que les dépenses consacrées au développement soit assuré de manière adéquate en termes d'exploitation et d'entretien⁵³. Ce déséquilibre entre le capital et les budgets ordinaires résulte de la combinaison des éléments suivants: un double système budgétaire (des ministères différents s'occupent des dépenses du capital et des frais récurrents du budget); des processus politiques qui favorisent les investissements, et; l'attente à ce que beaucoup de besoins de financements récurrents soient satisfaits localement par le biais de contributions en nature et de paiements des utilisateurs. Le sous-financement du budget de fonctionnement est devenu un problème croissant au cours des dernières années et a donné lieu à des investissements en capital réalisés sans tenir dûment compte des coûts récurrents nécessaires pour ces investissements. Ce problème est illustré par le sous-secteur de l'irrigation, qui représente une part importante des dépenses du secteur mais souffre du faible taux d'utilisation (environ 60 pour cent) en grande partie en raison de l'insuffisance des fonds alloués à l'exploitation et l'entretien.

L'étude suggère que la contraction du financement à l'agriculture au cours des deux dernières décennies est dérivée d'une combinaison de facteurs. Il s'agit notamment de:

- Un glissement idéologique contre l'intervention de l'État dans l'économie – l'ajustement structurel, la libéralisation des organisations para-étatiques agricoles, l'adoption d'approches orientées vers le marché et la réduction des subventions ont réduit « l'espace » pour les dépenses du secteur public sur l'agriculture;
- Une attention accrue portée par l'État (et les bailleurs de fonds) aux dépenses aux secteurs sociaux (principalement santé et éducation), alimentée essentiellement par le biais de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) et des OMD;
- Des changements dans les modalités vers une aide au travers de l'appui budgétaire (le processus budgétaire n'est pas favorable à l'agriculture - voir ci-dessous), et une perception croissante que les problèmes dans l'agriculture peuvent être résolus par d'autres secteurs (transports, infrastructures, etc.);
- Lorsque les donateurs continuent à investir dans l'agriculture, leurs financements représentent généralement une part importante du budget sectoriel, mais les taux de décaissement peuvent être en deçà des attentes et imprévisibles⁵⁴.

Comment l'APD est utilisée pour l'agriculture?

Le déploiement de l'aide au développement à l'agriculture a changé au cours des 20 dernières années. Plusieurs tendances peuvent être notées:

- Aide pour le soutien direct à l'agriculture a diminué, notamment pour les intrants agricoles, les services agricoles (y compris les finances), l'enseignement agricole et la recherche, Cela reflète en partie l'évolution des perceptions du rôle du secteur public dans la fourniture d'intrants agricoles et de services. Très peu d'agences de développement (à l'exception notable du Japon) fournissent encore des intrants agricoles comme des engrais, des produits chimiques, des semences et des machines.
- L'assistance par l'intermédiaire de projets basés sur des zones ou des cultures déterminés a diminué tandis que le soutien à la politique agricole et à l'administration a augmenté.
- L'assistance aux ressources naturelles, la foresterie et la pêche a augmenté en termes relatifs.
- L'aide à des projets d'irrigation et de drainage est restée assez constante, mais il y a moins d'enthousiasme pour les grands projets de génie et une plus grande sensibilité aux aspects environnementaux et sociaux.
- Le soutien à la recherche bilatérale a diminué, mais il a été remplacé dans une certaine mesure par un soutien multilatéral, comme par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR).

rurale et des programmes larges de développement rural. En revanche, en Ouganda les engagements nationaux à l'agriculture sont croissants et sont maintenant proches des niveaux de financement des donateurs – bien qu'il soit possible qu'une partie de ce financement interne comprenne des fonds que les donateurs apportent aux programmes sectoriels.

⁵³ Selon l'étude, il existe des preuves de ceci dans les études de cas pays (bien que dans une certaine mesure, ce problème est atténué par l'inclusion des fonds dans les budgets des projets pour répondre à certaines dépenses récurrentes). Oxford Policy Management, Review, cit.

⁵⁴ Oxford Policy Management, Review, cit.

Il ya eu des changements semblables dans l'aide multilatérale. Une comparaison de la Banque mondiale sur l'approbation des projets (qui fournissent un bon indicateur pour les partenaires multilatéraux dans leur ensemble) entre 1979-81 et 1999-2001, a montré que la plus grande baisse concerne deux domaines: a) les cultures pérennes et l'agro-industrie, où il a eu un changement vers moins de soutien des entreprises parapubliques (qui était un axe majeur des efforts de développement dans les années 1960 et les années 90) et b) le crédit agricole, où l'accent est passé d'un crédit centré sur les produits de base en faveur de l'élargissement et l'approfondissement général des services financiers⁵⁵.

L'efficacité de l'APD à l'agriculture

En termes d'efficacité, l'aide à l'agriculture a eu des résultats mitigés. Toutefois il existe peu de preuves en ce qui concerne les avantages relatifs et l'efficacité des différents instruments ou mécanismes d'aide pour le développement agricole. La nature et l'orientation de l'assistance à l'agriculture a considérablement changé au cours des 40 dernières années, rendant difficiles des jugements définitifs sur l'impact. Pourtant, des évaluations passées peuvent aider à identifier les leçons pour améliorer la qualité de l'assistance future à l'agriculture. Les stratégies dans le domaine agricole ont généralement évolué en parallèle avec l'évolution des paradigmes de développement dominants :

- des années 1960 au début des années 1980: la Révolution verte, où les technologies soutenues par la fourniture de services de soutien gouvernementaux ont conduit à l'expansion agricole et l'intensification dans les zones de haute productivité de l'Asie ;
- du milieu des années 1980 à la mi-1990: des projets de développement rural intégré (PDRI), qui mettaient l'accent sur l'assistance directe aux pauvres des régions rurales, mais n'ont pas eu le succès escompté en raison d'une mauvaise coordination multisectorielle et d'une conception trop ambitieuse;
- des années 1980 à aujourd'hui: des préoccupations sur les performances de IRDPs ont contribué à une évolution vers des prêts d'ajustement, des approches de marché et un retrait de l'État;
- du milieu des années 1990 à aujourd'hui: les approches sectorielles (Sector Wide Approaches, SWAPs) et le soutien aux cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) qui serviront de base pour que les donateurs contribuent de façon plus cohérente aux budgets et des processus conçus par les gouvernements.
 - SWAPs— même s'il ya eu quelques expériences positives (par exemple, Ouganda, Zambie), les caractéristiques fondamentales du secteur agricole font que l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche sectorielle est plus difficile que dans les secteurs plus homogènes, comme la santé ou l'éducation.
 - CSLP - l'agriculture a été faiblement prise en compte dans les CSLP à ce jour, en partie en raison de l'accent mis sur l'augmentation de dépenses du secteur social.

En somme, si l'objectif de réduire l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015 doit être atteint, la part de l'APD allant à l'agriculture devra mieux refléter l'importance de celle-ci dans la production des moyens de subsistance pour la majorité des ruraux pauvres. Sur le plan de l'efficacité de l'évolution des mécanismes d'aide, les caractéristiques particulières du secteur agricole suggèrent qu'il sera particulièrement important de parvenir à un équilibre entre les différents instruments d'aide (c'est-à-dire projet, SWAP et l'appui budgétaire), et d'évaluer leur utilité sur une base pays par pays⁵⁶.

Principales tendances de l'APD dans l'agriculture et le développement rural

Le déclin de l'aide (et des dépenses publiques) dans l'agriculture est considérée par beaucoup comme une négligence paradoxale à un secteur central à la croissance économique et la réduction de la pauvreté. En effet, dans une grande partie du monde en développement, et en particulier en Afrique subsaharienne, l'agriculture représente encore une partie importante de l'économie et une grande partie des pauvres en dépendent directement. Le faible niveau des investissements publics et privés dans le secteur ont été accompagnés par de faibles niveaux de la production agricole et la productivité, avec quelques exceptions localisées dans les sous-secteurs comme l'horticulture et la floriculture. L'insuffisance de l'investissement agricole peut constituer un obstacle important au développement du secteur.

Dans l'ensemble, il n'y a pas encore de compréhension suffisante de la composition et de la qualité des dépenses agricoles et de la façon dont elles pourraient être (ou non) affectées par une diminution de

⁵⁵ DFID, Official Development Assistance to Agriculture, 2004

<http://www.isgmard.org.vn/Information%20Service/Report/General/oda%20in%20agriculture-DFID.pdf>

⁵⁶ DFID, Official Development Assistance to agriculture, cit.

financement. Le manque de données fiables, couplé à une connaissance limitée des coûts unitaires, rend difficile d'évaluer avec précision l'échelle, la pertinence, l'efficacité et l'efficacités des dépenses agricoles⁵⁷.

Certes, la diminution de l'aide et des dépenses dans le secteur agricole apparaît incompatible avec l'importance reconnue de l'agriculture pour le développement. Plusieurs explications ont été présentées pour expliquer le déclin, notamment:

- Une concurrence accrue pour les ressources provenant d'autres secteurs. Certains font valoir que les OMD et les SRP ont déplacé l'attention vers les secteurs sociaux et de plus en plus vers des « services ruraux », au détriment des secteurs productifs.

- La reconnaissance du fait que bon nombre des obstacles à la croissance agricole doivent être traités en dehors du secteur agricole dans des domaines comme l'énergie et la politique des transports, des investissements en infrastructure, les régimes fiscaux, la réglementation du commerce international;

- Le besoin de changer les modalités de l'aide et l'opinion chez certains que les nouvelles modalités de l'aide non seulement se concentrent moins sur l'agriculture, mais aussi fonctionnent moins bien dans l'agriculture en raison de la complexité et les risques encourus;

- Une perte de confiance dans le secteur en raison des mauvaises performances des investissements dans l'agriculture. Plusieurs évaluations des aides dans le secteur ont produit des résultats défavorables en ce qui concerne la rentabilité, l'impact et la durabilité.

Dans un examen critique de cinquante ans d'aide internationale à l'agriculture africaine, Eicher fait valoir que "après cinquante ans d'expérience, la plupart des donateurs demeurent confus sur la façon de présenter, de coordonner et de fournir une aide à même d'accélérer le développement agricole et rural en Afrique".⁵⁸ Il observe la façon dont les différentes, et parfois conflictuelles traditions agricoles au sein de la communauté agricole ont abouti à une surcharge de prescriptions politiques et des approches qui ont non seulement souvent pas fonctionné, mais qui risquent d'être répétées. Eicher fait valoir que, ces dernières années, le pendule de l'opinion professionnelle sur ce qui fait l'efficacité de l'aide a oscillé largement, y compris dans l'agriculture. Le résultat est que l'agriculture disparaît presque dans la transition du projet au programme dans le nouveau cadre de l'aide.

La stagnation des dépenses dans l'agriculture a été considérée comme un problème majeur pour la croissance et la réalisation des OMD, mais le manque de financement n'est pas la seule (ni nécessairement la plus contraignante) des contraintes de l'agriculture et du développement rural (ADR). La mauvaise gestion des ressources disponibles et la qualité des dépenses est un défi majeur. Une grande partie de la raison du retard d'investissement, en particulier dans l'ADR en Afrique, est liée aux faibles rendements qui sont à leur tour liés à la faiblesse des institutions. On a aussi des problèmes de mauvaise gestion des finances publiques, combinés avec la taille des flux hors-budget dans le secteur sont également une préoccupation majeure. Les changements rapides dans le contexte global entraînent de nouveaux défis pour les dépenses et les fournitures de services des institutions d'ADR qui n'ont pas nécessairement besoin de plus de financement public, mais d'une meilleure qualité de financement par le biais de partenariats avec le secteur privé⁵⁹.

L'agenda de l'efficacité de l'aide: quel rôle pour le développement rural?

En plus des défis plus larges de d'un alignement et d'une harmonisation effectifs, l'agriculture est un secteur où les progrès dans l'efficacité des efforts de développement s'avère frustrant tant pour les gouvernements que pour les donateurs. Un des défis est souvent le faible niveau d'attention accordée à l'agriculture dans la première itération du PRS, qui ont tendance à mettre l'accent sur la prestation publique de l'infrastructure sociale et des services et à accorder moins d'attention aux secteurs productifs. Bien que l'agriculture dispose d'une meilleure place dans la deuxième génération de documents de PRS, il reste un manque de clarté quant aux approches les plus efficaces pour réduire la pauvreté rurale. Ce n'est pas entièrement attribuable à des questions de leadership du gouvernement, en particulier dans les pays les plus pauvres, où l'APD joue un rôle majeur dans le financement du développement en public, ceci se reflète également dans le fait que les donateurs eux-mêmes présentent une variété de vues sur la meilleure forme d'engagement dans le développement agricole.

⁵⁷ ODI Funding agriculture: not "how much?" but "what for?", Opinion n. 86, 2007, http://www.odi.org.uk/publications/opinions/86_funding_agriculture_oct07.pdf

⁵⁸ Eicher, Flashback: Fifty Years of Donor Aid to African Agriculture. Paper presented at InWEnt, IFPRI, NEPAD, CTA conference - Successes in African Agriculture, 2003, <http://www.ifpri.org/events/conferences/2003/120103/papers/paper16.pdf>

⁵⁹ GDPRD, Sector-Wide Approaches in Agriculture and Rural Development: A Desk Review of Experience, Issues and Challenges, 2006, http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_view/gid,343/

L'appropriation, l'alignement et l'harmonisation ont été poursuivis systématiquement et plus explicitement à travers les approches sectorielles (SWAPs). L'expérience acquise à ce jour sur les approches sectorielles pour l'agriculture et le développement rural est mitigée. Ils ont contribué à rationaliser le dialogue entre la communauté des donateurs et le gouvernement, et à renforcer le leadership du gouvernement et la coordination entre les donateurs. Pourtant, cela a souvent été au prix d'un accent sur le processus du SWAP lui-même plutôt que sur les résultats des politiques du secteur et sur l'impact. Nous avons eu nombre limité d'approches sectorielles agricoles à ce jour, et les projets classiques continuent d'être dominants dans le secteur et peut-être même en augmentation.

Le défi de faire un pas vers un changement dans le rythme du développement rural et la réduction de la pauvreté n'est pas seulement financier, mais aussi d'organisation, en particulier entre les partenaires de développement dans un contexte de faible niveau d'attention au développement rural et agricole dans l'APD système. Cependant malgré une meilleure appréciation de l'importance de l'agriculture, le patrimoine de compétences et de connaissances pour apporter un appui efficace a été érodé.

En outre, il ya encore un manque de clarté et de consensus sur les approches les plus efficaces pour réduire la pauvreté rurale, et sur la forme la plus appropriée d'engagement dans le développement agricole.

Une contribution essentielle à l'architecture doit être harmonisée pour aider les gouvernements et les donateurs à aborder les questions fondamentales pour permettre aux populations rurales pauvres à surmonter la pauvreté. Ici, l'accent doit être mis sur: une meilleure intégration avec les marchés et le renforcement de la capacité de production; une forte participation des pauvres dans la définition des objectifs de développement et le renforcement des moyens humains et matériels pour de meilleures relations avec le secteur privé et secteur public.⁶⁰

⁶⁰ IFAD, Report on IFAD's Development Effectiveness, cit.

SELECTION DE RESSOURCES EN LIGNE (en version française ou anglaise)

3eme FORUM DE HAUT NIVEAU SUR L'EFFICACITE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT, Accra (GHANA) 2-4 septembre 2008

Programme d'action d'Accra

<http://siteresources.worldbank.org/ACCRAEXT/Resources/4700790-1217425866038/FINAL-AAA-in-French.pdf>

Les bailleurs de fonds et les pays en développement conviennent de réformer l'aide. Le forum de Haut Niveau évalue l'efficacité de l'aide au développement, 4 septembre 2008

<http://siteresources.worldbank.org/ACCRAEXT/Resources/Closing-Press-Release-French.pdf>

Bulletin du Forum de Haut Niveau, Tables rondes parallèles

http://siteresources.worldbank.org/ACCRAEXT/Resources/4700790-1220355325443/DayThree_french_030908.pdf

AGENCE FRANÇAISE DU DEVELOPPEMENT (AFD)

Les fondations philanthropiques américaines, acteurs émergents de la mondialisation et piliers du dialogue transatlantique, Document de travail, 2006

<http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/myjahiasite/users/administrateur/public/publications/documents-de-travail/ddt22.pdf>

Débats sur l'efficacité de l'aide : fondements et nouveaux enjeux

<http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/myjahiasite/users/administrateur/public/publications/notesetdocuments/ND37-vf.pdf>

ASSEMBLE PARLEMENTAIRE PARITAIRE ACP-UE (APP)

Projet de rapport sur l'efficacité de l'aide et la définition de l'aide publique au développement, Co-rapporteurs: Waven William (République des Seychelles) et Anne Van Lancker, 8 juillet 2008

Partie A : Proposition de résolution

http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/91_01/pdf/pr_aid_fr.pdf

Partie B : Exposé des motifs

http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/91_01/pdf/pr_aidb_fr.pdf

Document de travail sur l'efficacité de l'aide et la définition de l'aide publique au développement, Co-rapporteurs: Waven William (République des Seychelles) et Anne Van Lancker 3 mars 2008

http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/91_01/pdf/dt_aid_fr.pdf

BANQUE MONDIALE (BM)

Are There Lessons for Africa from China's Success against Poverty? Martin Ravallion, Development Research Group, World Bank, January 2008

http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2008/01/24/000158349_20080124082651/Rendered/PDF/wps4463.pdf

Rapport de suivi mondial, 2008 – Chapitre 3, Accroître l'aide : Défis et opportunités dans le contexte d'une architecture de l'aide en mutation, (texte intégral disponible uniquement en anglais, fiche synthétique en français)

http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDATRESINFRE/EXTGLOMONFRE/EXTGMR2008FRE/0,,contentMDK:21709311%7EpagePK:64168427%7EpiPK:64168435%7EtheSitePK:4778753,00.html#texte_integral

Philanthropic Foundations and their Role in International Development Assistance, Olga Sulla, International Finance Briefing Note n. 3, February 2007

<http://www->

wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2008/04/15/000333038_20080415055853/Rendered/PDF/432730NEWS0Box1LIC10IFBriefingNote3.pdf

Annual Bank Conference on Development Economics (ABCDE): Private Sector and Development, May 2007

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTABCDESLO2007/0,,menuPK:3147444~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:3147383,00.html>

Architecture de l'aide: vue d'ensemble des principales tendances en matière d'Aide officielle au développement, AID, 2007 (disponible uniquement en anglais)

<http://siteresources.worldbank.org/IDA/Resources/Seminar%20PDFs/73449-1172525976405/3492866-1172527584498/Aidarchitecture.pdf>

Résumé des chapitres en français: Vue d'ensemble des principales tendances en matière d'aide officielle au développement, février 2007

<http://go.worldbank.org/LKMV0V77R0>

Review of Public Spending to Agriculture. A joint DFID / World Bank study, Stephen Akroyd, Prof. Lawrence Smith, 2007

<http://www1.worldbank.org/publicsector/pe/pfma07/OPMReview.pdf>

Financement du développement dans le monde, 2007

Texte intégral disponible uniquement en anglais:

http://siteresources.worldbank.org/INTGDF2007/Resources/3763069-1179948748801/GDF07_completeFinal.pdf

Résumé en français: <http://go.worldbank.org/R3QQEZZHZ0>

BRUSSELS INSTITUTE OF CONTEMPORARY CHINA STUDIES (BICCS)

Towards a Sino-European consensus on development aid, Jonathan Hoslag and Zhang Xiaotong, Asia Briefing, April 2008

http://www.vub.ac.be/biccs/documents/Asia_briefing_EU_China_development_aid_Holslag_ZHANG_14april08.pdf

Friendly Giant? China's Evolving Africa Policy, Asia Paper vol. 2 (5), Jonathan Hoslag, August 2007

[http://www.vub.ac.be/biccs/documents/Holslag,%20Jonathan%20\(2007\),%20Friendly%20Giant,%20Asia%20Paper,%20Asia%20Paper%202%20\(5\),%20BICCS,%20Brussels%5B1%5D.doc.pdf](http://www.vub.ac.be/biccs/documents/Holslag,%20Jonathan%20(2007),%20Friendly%20Giant,%20Asia%20Paper,%20Asia%20Paper%202%20(5),%20BICCS,%20Brussels%5B1%5D.doc.pdf)

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (CCI)

De nouveaux partenariats entreprises - ONG au secours des plus pauvres, Forum du commerce international - numéro 2/2007

http://www.forumducommerce.org/news/fullstory.php/aid/1091/De_nouveaux_partenariats_entreprises-ONG_au_secours_des_plus_pauvres.html

CENTRE FOR CHINESE STUDIES

How China delivers development assistance to Africa, Dr Martyn Davies with Hannah Edinger, Nastasya Tay & Sanusha Naidu, 2008

http://www.ccs.org.za/downloads/DFID_FA_Final.pdf

New impulses from the South: China's engagement of Africa, Hannah Edinger, with Hayley Herman & Johanna Jansson, 2008

<http://www.ccs.org.za/downloads/CCS - New Impulses from the South - May 08.pdf>

The China Monitor , Issue 28, China's development assistance to Africa, April 2008

http://www.ccs.org.za/downloads/monitors/China%20Monitor%20April_2008.pdf

CENTRE FOR GLOBAL DEVELOPMENT

The Commitment to Development Index for Africa: How Much do the Richest Countries Help the Poorest Continent? David Roodman, May 2008

<http://www.cgdev.org/content/publications/detail/16037>

The World Bank and the Middle-Income Countries, David de Ferranti, 2006

http://www.cgdev.org/doc/books/rescuing/deFerranti_MIC.pdf

COMMISSION EUROPEENNE

Communication de la CE, L'UE partenaire global pour le développement. Accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement, COM(2008) 177, 9 avril 2008

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0177:FIN:FR:PDF>

Commission Staff Working Paper accompanying the Communication from the Commission The EU – a global partner for development. Speeding up progress towards the millennium development goals - An EU aid effectiveness roadmap to Accra and beyond - From rhetoric to action, hastening the pace of reforms, doc. SEC(2008)435 final (uniquement en anglais)

[http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/SEC\(2008\)435%20Aid%20Effective.pdf](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/SEC(2008)435%20Aid%20Effective.pdf)

Le partenariat stratégique Afrique-UE, une stratégie commune Afrique-UE, 8-9 décembre 2007

http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/EAS2007_joint_strategy_fr.pdf#zoom=100

Communication de la CE - Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement, COM(2007)72, 28 février 2007

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0072:FIN:FR:PDF>

Communication de la CE, UE – Chine: Rapprochement des partenaires, accroissement des responsabilités, COM(2006)632, 24 octobre 2006

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2006/com2006_0631fr01.pdf

Communication de la CE - Renforcer l'impact européen : un cadre commun pour l'élaboration des documents de stratégie par pays et la programmation pluriannuelle commune, COM(2006)88, 2 mars 2006

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0088:FIN:FR:PDF>

Communication de la CE - Aide de l'UE: fournir une aide plus importante, plus efficace et plus rapide, COM(2006)87 fin., 2 mars 2006

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0087:FIN:FR:PDF>

Communication de la CE - Financement du développement et efficacité de l'aide – Les défis posés par l'augmentation de l'aide de l'Union européenne entre 2006 et 2010, COM(2006) 85, 2 mars 2006

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0085:FIN:FR:PDF>

Communication de la CE - Accélérer le rythme des progrès accomplis sur la voie des objectifs du COM(2005)133, 12 avril 2005

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52005DC0133:FR:HTML>

Communication de la CE - Cohérence des politiques au service du développement Accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, COM(2005)134, 12 avril 2005

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2005:0134:FIN:FR:PDF>

Communication de la CE - Traduire le consensus de Monterrey dans la pratique : la contribution de l'Union européenne, COM(2004)150, 5 mars 2004

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2004:0150:FIN:FR:PDF>

Communication de la CE - Coopération de la Communauté européenne avec les pays tiers : Comment la Commission envisage de soutenir, à l'avenir, le développement des entreprises, COM(2003)267, 19 mai 2003

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2003:0267:FIN:FR:PDF>

CONCORD EUROPE – Confédération européenne des ONG d'urgence et développement

Pas de temps à perdre : les gouvernements européens sont en retard quant à la quantité et la qualité de l'aide, mai 2008 (en anglais uniquement)

<http://www.concordeurope.org/Files/media/extranetdocumentsENG/NavigationSecondaire/WorkingGroups/Aidwatch/Aidwatch2008/Light-Full-report.pdf>

CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

Troisième Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN III) - Accra, Ghana, du 2 au 4 Septembre 2008 - Lignes Directrices pour la participation de l'Union Européenne, 22 juillet 2008

http://www.eu2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/0902_Accra/Lignes%20directrices%20UE%20pour%20Accra.pdf

Conclusions du Conseil sur le thème "l'UE, partenaire mondial pour le développement: accélérer les progrès en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)", 28 mai 2008

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/08/st09/st09907-co02.fr08.pdf>

Conclusions du Conseil, Code de conduite de l'UE sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement, 15 mai 2008

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/07/st09/st09558.fr07.pdf>

Conclusions du Conseil des affaires étrangères et relations extérieures, Partenariat stratégique UE-Chine, 11-12 décembre 2006

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/06/st16/st16291.fr06.pdf>

Conclusions du Conseil des affaires étrangères et relations extérieures, "Financement de l'aide au développement et efficacité de l'aide: fournir une aide plus importante, plus efficace et plus rapide", 11 avril 2006

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/06/st08/st08388.fr06.pdf>

DEPARTMENT FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (DFID)

DevStrategies, Review of Global programmes (Global funds and partnerships), 2005

http://www.dfid.gov.uk/mdg/aid-effectiveness/GPReview_Main_&Policy_Findings.pdf

Performance Assessment Resource Centre, Global Funds and Partnerships (GFPs): a mapping exercise study, 2004

http://www.dfid.gov.uk/mdg/aid-effectiveness/mapping_exercise_final.pdf

Performance Assessment Resource Centre, Literature Review on the effectiveness of GFPs, 2004

http://www.dfid.gov.uk/mdg/aid-effectiveness/gfps_literature_review.pdf

Official development assistance to agriculture, Agriculture and Natural Resources Team of the UK Department for International Development (DFID), 2004

<http://www.isgmard.org.vn/Information%20Service/Report/General/oda%20in%20agriculture-DFID.pdf>

DROIT DE L'UE

Le Consensus européen pour le développement, OJ 2006/C 46/01, 24 février 2006

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2006:046:0001:0019:FR:PDF>

Accord de partenariat ACP-UE

http://ec.europa.eu/development/geographical/cotonou/cotonoudoc_en.cfm

RESEAU EUROPEEN SUR LA DETTE ET LE DEVELOPPEMENT (EURODAD)

Changer la donne : l'aide et la responsabilité dans le cadre de la Déclaration de Paris, Rapport de la société civile, avril 2008

http://www.eurodad.org/uploadedFiles/Whats_New/Reports/Changer_la_donne_web.pdf

China and the end of poverty in Africa – Towards mutual benefit?, Penny Davies, 2007

http://www.eurodad.org/uploadedFiles/Whats_New/Reports/Kinarapport_A4.pdf

FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement, 2007

<http://www.ifad.org/gbdocs/eb/92/f/EB-2007-92-R-9-Rev-1.pdf>

FOND MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Afrique–Chine: des liens plus étroits, Jian-Ye Wang et Abdoulaye Bio-Tchané, Mars 2008

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/03/pdf/wang.pdf> (FR)

What drives China's growing role in Africa?, Jian-Ye Wang, Working Paper WP/07/211, 2007

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2007/wp07211.pdf>

FORUM SUR LA COOPERATION SINO-AFRICAINE (FOCAC)

Mise en œuvre du suivi du sommet de Beijing du forum sur la coopération sino-africaine, mai 2008

<http://www.fmprc.gov.cn/zflt/fra/zxxx/t459450.htm>

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG (FES)

New Powers for Global Change? Challenges for International Development Cooperation: The case of China, Katharina Hofmann, 2007

<http://library.fes.de/pdf-files/iez/global/04663.pdf>

New Powers for Global Change? Challenges for the International Development Cooperation. The Case of India, Matthias Jobelius, 2007

<http://www.britac.ac.uk/institutes/ssas/projects/Jobelius.pdf>

New Powers for Global Change? Brazil as a Regional Player and an Emerging Global Power, Paulo Roberto de Almeida, 2007

<http://library.fes.de/pdf-files/iez/global/04709.pdf>

GERMAN DEVELOPMENT INSTITUTE

South-South Cooperation - Opportunities and Challenges for International Cooperation, Briefing Paper 9/2007, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE), 2007

[http://www.die-gdi.de/die_homepage.nsf/6f3fa777ba64bd9ec12569cb00547f1b/dfb5e0cc31f448e5c12572670041b4f0/\\$FILE/BP%209.2007%20Chahoud%20South-South%20Coop.pdf](http://www.die-gdi.de/die_homepage.nsf/6f3fa777ba64bd9ec12569cb00547f1b/dfb5e0cc31f448e5c12572670041b4f0/$FILE/BP%209.2007%20Chahoud%20South-South%20Coop.pdf)

GLOBAL DONOR PLATFORM FOR RURAL DEVELOPMENT (GDPRD)

Agricultural sector experiences in the implementation of the Paris Declaration on Aid Effectiveness, 2008

http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_view/gid,734/

CSOs and Aid Effectiveness in Agriculture and Rural Development - Synthesis Report of a 13-Country consultation, May 2008

http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_details/gid,727/

Final report of the Strategic CSO – Platform Pre-Accra ARD workshop of Brussels, 12 March 2008

http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_details/gid,731/

Formulating and Implementing Sector-wide Approaches in Agriculture and Rural Development: A Synthesis Report, Donor Platform 2007

http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_view/gid,614/

Cornerstones for effective agriculture & rural development programmes under a programme-based approach, June 2007

http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_view/gid,449/

Sector-Wide Approaches in Agriculture and Rural Development: A Desk Review of Experience, Issues and Challenges, 2006

http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_view/gid,343/

Joint Donor Concept on Rural Development, 2006

http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_details/gid,388/

IDEES POUR LE DEVELOPPEMENT - BLOG

La nouvelle architecture de l'aide internationale : Nouveaux acteurs, nouveaux défis – anciens problèmes?, Donald Kaberuka, octobre 2007

<http://www.ideas4development.org/la-nouvelle-architecture-de-laide-internationale/fr/>

INSTITUTE OF DEVELOPMENT STUDIES (IDS)

The impact of China on Latin America and the Caribbean, Rhys Jenkins and Enrique Dussel Peters, May 2007

<http://www.ids.ac.uk/ids/bookshop/wp/wp281.pdf>

The Impact of China on Sub-Saharan Africa, Raphael Kaplinsky, Dorothy McCormick and Mike Morris, IDS Working Paper 291, November 2007

<http://www.ids.ac.uk/ids/bookshop/wp/wp291.pdf>

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE (IFPRI)

Investing in Agriculture to Overcome the World Food Crisis and Reduce Poverty and Hunger, IFPRI Policy Brief n. 3, 2008

<http://www.ifpri.org/pubs/bp/bp003.pdf>

Asian-driven Resource Booms in Africa: Rethinking the Impacts on Development, Discussion Paper 00747, Clemens Breisinger and James Thurlow, January 2008

<http://www.ifpri.org/pubs/dp/ifpridp00747.pdf>

The World Food Situation. New Driving Forces and Required Actions, Food Policy Report n. 18, Joachim Von Braun, December 2007

<http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr18.pdf>

Public–Private Partnerships in International Agricultural Research, Research Brief n. 9, David J. Spielman, Frank Hartwich, and Klaus von Grebmer, November 2007

<http://www.ifpri.org/pubs/ib/rb09.pdf>

JAPAN INTERNATIONAL COOPERATION AGENCY (JICA)

Donor support to private sector development in sub-Saharan Africa. Understanding the Japanese OVOP programme, JICA-ODI Working Paper 290, April 2008
http://www.odi.org.uk/publications/working_papers/wp290.pdf

NATIONS UNIES

Development and Globalization. Facts and figures 2008 (chapter 3 on external resources), UNCTAD, 2008
http://www.unctad.org/en/docs/gdscsir20071_en.pdf

Southern Engines of Global Growth: Very Long Cycles or Short Spurts?, by Meghnad Desai, United Nations University, February 2008
http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/discussion-papers/2008/en_GB/dp2008-02/

Does Aid work for the MDGs? Poverty InFocus, International Poverty Centre, October 2007
<http://www.undp-povertycentre.org/pub/IPCPovertyInFocus12.pdf>

East Asia's Counterweight Strategy: Asian Financial Cooperation and Evolving International Monetary Order, Injoo Sohn, Intergovernmental Group of 24, March 2007
http://www.unctad.org/en/docs/gdsmdpbq2420072_en.pdf

The Emerging Aid Architecture, PRSs and the MDGs, UNECA, 2006
http://www.uneca.org/prsp/cairo/documents/Theme4_Aid%20Effectiveness.pdf

Emerging Aid Architecture, UNECA Conference, 2006
http://www.uneca.org/f4d/docs/past-f4d/Technical%20papers/F4D_Emerging%20Aid%20Architecture.pdf

Eighth Session of the Economic Commission for Africa (ECA) Conference of Ministers of Finance, November 2000
http://www.uneca.org/eca_resources/major_eca_websites/conference_of_ministers/eighth/documents/an%20issue%20note%20for%20camf.pdf

ORGANIZATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OECD)

Enquête 2008 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. Une aide efficace d'ici 2010 ? Les actions à prendre. Vol. 1 Synthèse des résultats
<http://www.oecd.org/dataoecd/58/42/41202130.pdf>

Fléchissement des opérations d'allégement de la dette et légère augmentation des autres formes d'APD, avril 2008
http://www.oecd.org/document/59/0,3343,fr_2649_34485_40382203_1_1_1_1,00.html

Financer le développement 2008. Appropriation ? Études du Centre de Développement
<http://213.253.134.43/oecd/pdfs/browseit/4108022E.PDF>

Vers une croissance pro-pauvre. Orientations à l'intention des donateurs, 2007
<http://213.253.134.43/oecd/pdfs/browseit/4307082E.PDF>

Coopération pour le développement. Rapport 2007
<http://213.253.134.43/oecd/pdfs/browseit/4308012E.PDF>

Report of 2008 survey of aid allocation policies and indicative forward spending plans, OECD/DAC, May 2008
<http://www.oecd.org/dataoecd/37/20/40636926.pdf>

Business for development: promoting commercial agriculture in Africa, 2008
<http://213.253.134.43/oecd/pdfs/browseit/4108011E.PDF>

Debt Relief is down: other ODA rises slightly, April 2008

http://www.oecd.org/document/8/0,3343,en_2649_34447_40381960_1_1_1_1,00.html

Net Official Development Assistance in 2007: preliminary data for 2007, April 2008

<http://www.oecd.org/dataoecd/27/55/40381862.pdf>

Prudent versus Imprudent Lending to Africa: From Debt Relief to Emerging Lenders, Helmut Reisen and Sokhna Ndoye, Working Paper No. 268, February 2008

<http://www.oecd.org/dataoecd/62/12/40152567.pdf>

Scaling up: Aid fragmentation, aid allocation and aid predictability, 2008

<http://www.oecd.org/dataoecd/37/20/40636926.pdf>

Business for Development 2008: Promoting Commercial Agriculture in Africa – Introduction and overview, 2008

<http://www.oecd.org/dataoecd/6/46/40535393.pdf>

From Old-Donor Debt Relief to Emerging Lenders in Africa, Policy Insights No. 57, 2008

<http://www.oecd.org/dataoecd/46/49/40008510.pdf>

Financing Development 2008. Whose Ownership?, OECD, Development Centre Studies, 2008

<http://213.253.134.43/oecd/pdfs/browseit/4108021E.PDF>

Banking on Development. Private Financial Actors and Donors in Developing Countries, by Javier Santiso, Policy Brief No. 34, 2008

<http://www.oecd.org/dataoecd/16/4/40265826.pdf>

Banking on Development. Private Banks and Aid Donors in Developing Countries, by Javier Rodríguez and Javier Santiso, Working Paper No. 263, November 2007

<http://www.oecd.org/dataoecd/6/49/39647757.pdf>

Financing for Development: Aid and Beyond, OECD Development Centre, September 2007

http://www.oecd.org/document/18/0,3343,en_2649_33959_38468562_1_1_1_1,00.html (Introduction: New Actors, New Approaches, <http://www.oecd.org/dataoecd/0/34/38487739.pdf>)

Development cooperation report, 2007

<http://213.253.134.43/oecd/pdfs/browseit/4308011E.PDF>

The Changing Aid Architecture: Can Global Initiatives Eradicate Poverty? Uma Lele, Nafis Sadik, Adele Simmons, 2007

<http://www.oecd.org/dataoecd/60/54/37034781.pdf>

CAD de l'OECD...lieu de rencontre entre les gouvernements au service du bon fonctionnement de l'aide. <http://www.oecd.org/dataoecd/39/59/39218530.pdf>

Towards better division of labour: concentration and fragmentation of aid, Global Forum on Development - Policy Workshop on the Challenges of Scaling Up at Country Level: Predictable Aid Linked to Results, 2007

http://www.oecd.org/secure/pdfDocument/0,2834,en_21571361_37824719_39712354_1_1_1_1,00.pdf

The Rise of China and India. What's in it for Africa? Development Centre Studies 2006

<http://www.ony.unu.edu/seminars/2006/whatsinitforafrica/oecdreport.pdf>

Will "Emerging Donors" Change the Face of International Cooperation?, Richard Manning, 2006

<http://www.oecd.org/dataoecd/35/38/36417541.pdf>

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, 2005

<http://www.oecd.org/dataoecd/53/38/34579826.pdf>

Harmonisation, Alignment, Results. Progress Report on Aid Effectiveness, 2005
<http://www.oecd.org/dataoecd/38/9/36189229.pdf>

Innovative Approaches to Funding the Millennium Development Goals, Policy Brief n. 24, 2004
<http://www.oecd.org/dataoecd/61/2/30880682.pdf>

Aid to Agriculture 2001. Downloadable at:

http://www.tcd.ie/iis/policycoherence/index.php/iis/development_cooperation/trends_in_agricultural_aid

OVERSEAS DEVELOPMENT INSTITUTE (ODI)

How effective is European Commission aid on the ground? Project Briefing n.3, 2008
<http://www.odi.org.uk/publications/briefing/project-briefings/pb13-EC-aid.pdf>

Where next for TICAD: Building lasting partnerships, Fletcher Tembo, Background Note, May 2008
<http://www.odi.org.uk/publications/background-notes/0805-where-next-for-TICAD.pdf>

Reading between the lines. Is EU aid in trouble? 2008

<http://www.odi.org.uk/publications/papers/0806-eu-aid-simon-maxwell.pdf>

Accra 2008: the bumpy road to aid effectiveness in agriculture, Lídia Cabral, Natural Resource Perspectives 114, April 2008

<http://www.odi.org.uk/publications/nrp/NRP114.pdf>

Rising food prices: A global crisis, Briefing Paper 37, April 2008

<http://www.odi.org.uk/publications/briefing/bp37-april08-rising-food-prices.pdf>

Funding agriculture: not “how much?” but “what for?”, Lídia Cabral, Opinion n. 86, 2007,

http://www.odi.org.uk/publications/opinions/86_funding_agriculture_oct07.pdf

Business engagement in humanitarian relief: key trends and policy implications, 2007

http://www.odi.org.uk/hpg/papers/hpgbgpaper_monitoringtrends1.pdf

Donor Policy Narratives: What Role for Agriculture?, Future Agricultures Briefing Paper, 2006

http://www.odi.org.uk/plag/resources/briefingpapers/facbriefing_donorpolicynarratives.pdf

China and the politics of development in Africa, Diana Cammack, Opinion n. 78, 2006

http://www.odi.org.uk/publications/opinions/76_china_africa_cammack_nov06.pdf

Aid modalities to agriculture – the end of the SWAPs?, Lidia Cabral, Hot topic Paper, 2006

http://www.odi.org.uk/plag/resources/other/FAC_hottopic_ag_swaps.pdf

Reforming the international aid architecture: Options and ways forward, Simon Burall and Simon Maxwell with Alina Rocha Menocal, Working Paper 278, October 2006

http://www.odi.org.uk/publications/working_papers/wp278.pdf

Annual Report 2006: What’s next in International Development?, 2006

http://www.odi.org.uk/publications/annual-report/ar2006/annualreport_final.pdf

Poverty Reduction Strategies and the Rural Productive Sectors: What have we learnt, what else do we need to ask?, Lidia Cabral, Natural Resource Perspectives 100, May 2006

http://www.odi.org.uk/publications/nrp/nrp100_web.pdf

Budget support and beyond: Can the Paris Agenda on aid be delivered? CAPE Workshop 2006 – Workshop Report

http://www.odi.org.uk/PPPG/CAPE/events/2006_workshop/cape_workshop_2006.pdf

Diversity in Donorship: The changing landscape of official humanitarian aid, Adele Harmer and Lin Cotterrell, HPG Report 20, September 2005

<http://www.odi.org.uk/HPG/papers/hpgreport20.pdf>

PARLEMENT EUROPEEN

Rapport sur le suivi de la Conférence de Monterrey de 2002 sur le financement du développement, 2008/2050(INI), 1 août 2008

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A6-2008-0310+0+DOC+PDF+V0//FR>

Rapport sur le suivi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement, 2008/2048(INI), 7 mai 2008

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A6-2008-0171+0+DOC+PDF+V0//FR&language=FR>

Rapport sur la politique de la Chine et ses effets sur l'Afrique, 2007/2255(INI), 28 mars 2008

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A6-2008-0080+0+DOC+PDF+V0//FR&language=FR>

Résolution du Parlement européen sur "Coopérer plus, coopérer mieux: le paquet 2006 sur l'efficacité de l'aide de l'UE". Augmenter et améliorer l'aide de l'UE: mesures 2006 pour une aide efficace, 2006/2208(INI), 28 septembre 2006

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+TA+P6-TA-2006-0382+0+DOC+PDF+V0//FR>

ROCKFELLER FOUNDATION

The Africa Report – n°9, January 2008

http://www.rockfound.org/initiatives/agra/010108africa_report.pdf

TRADE LAW CENTRE FOR SOUTH AFRICA (TRALAC)

South Africa and China: the agricultural and fisheries trading relationship, Ron Sandrey and Taku Fundira Tralac Working Paper 2/2008, April 2008

https://www.givengain.com/unique/tralac/pdf/20080409_WP2-08_Sandrey_Agric_Fish.pdf

South Africa and India: the agricultural and fisheries trading relationship, Working Paper n. 3, 2008

http://www.tralac.org/pdf/20080429_WP03_Sandrey_India%20RSA_AgrFish_TrRel.pdf

Examining the India, Brazil and South African (IBSA) Triangular Trading Relationship, Sandrey Ron, Jensen Hans, Tralac Working Paper 1/2007, February 2007

https://www.givengain.com/unique/tralac/pdf/20070403_Sandrey_IBSA_triangular.pdf

UNION AFRICAINE

Forum au sommet Inde-Afrique, Cadre de coopération entre l'Afrique et l'Inde, 2008

<http://www.africa-union.org/root/UA/Conferences/2008/avril/BCP/India%20Summit%2004-09avr/INDE%20-%20AFRIQUE%20SITE/CADRE%20DE%20COOPERATION%20INDE-AFRIQUE%20-%20FRENCH%20-%20VERSION%20FINALE.doc>

WOLFENSOHN CENTER FOR DEVELOPMENT

The new reality of aid, Homi Kharas, Wolfensohn Center for Development at Brookings, 2007

http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2007/08aid_kharas/08aid_kharas.pdf

Trends and Issues in Development Aid, Homi Kharas, Wolfensohn Center for Development, Working Paper 1, 2007

http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2007/11_development_aid_kharas/11_development_aid_kharas.pdf

Autres sources

Centre for Development Policy and Research - School of Oriental and African Studies, Greater Africa-China Economic Cooperation: Will This Widen 'Policy Space'? 2008

<http://www.soas.ac.uk/cdpr/publications/dv/44011.pdf>

China's new role in Africa and the South, Dorothy-Grace Guerrero and Firoze Manji, Fahamu and Focus on the Global South, 2008

http://www.fahamu.org/downloads/china_2.pdf

The Data Report 2008: keep the G8 promise to Africa, ONE, 2008

<http://action.one.org/report/en/index.html>

Net benefits: How a Japanese corporation and a Tanzanian textile company are fighting malaria, Developments - Issue 41, UK Government's Department for International Development, 2008.

<http://www.developments.org.uk/articles/net-benefits/>

The Changing Face of Global Development Finance, Final Report of the Conference, Halifax Initiative Coalition, 2008

<http://www.halifaxinitiative.org/updir/FinalReport-ChangingFaceofGlobalDevelopmentFinance.pdf>

(further reading at: <http://www.halifaxinitiative.org/updir/Issuesummariesandkeyreadings.pdf>)

The new aid agenda for agriculture. Towards a new aid architecture for agriculture?, Paul Quintos, Reality of Aid, 2008

http://www.realityofaid.org/print.php?t=rc_jan08&i=1

China's Foreign Aid and Aid to Africa: overview, Li Xiaoyun, College of Humanities and Development, China Agricultural University, Beijing, 2008

<http://www.oecd.org/dataoecd/27/7/40378067.pdf>

China, India and Africa: prospects and challenges, Paper presented at the AERC-AFDB International Conference on Accelerating Africa's Development Five Years into the Twenty-First Century, November 22-24, 2006

http://ctool.gdnet.org/conf_docs/Mwega_paper_parallel3.3.DOC

Unmasking the new green revolution in Africa: motives, players and dynamics. Where is the big push for a green revolution in Africa coming from?, Third World Network, 2007

<http://www.twinside.org.sg/title2/par/Unmasking.the.green.revolution.pdf>

Aid Effectiveness: Better Indicators Needed, Non-OECD Aid Often Highly Effective, Strategies for Financing for Development, Newsletter of HIPC CPB, Issue 32, 2007

<http://www.aideffectiveness.org/flash/pdf/NL32.pdf>

Index of global philanthropy 2007, The Hudson Institute, 2007

<http://gpr.hudson.org/files/publications/IndexGlobalPhilanthropy2007.pdf>

The Chinese Aid System, Carol Lancaster - Centre for Global Development, 2007

http://www.sarpn.org.za/documents/d0002681/CGD_Chinese_aid_Jun2007.pdf

Empirical Evidence on the New International Aid Architecture, WEF Working Paper No. 0026, 2007

Downloadable at: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=997833

The Role of the International Financial Institutions in the International Aid Architecture, Sarah Mulley, 2007

http://www.brettonwoodsproject.org/doc/wbimfroles/0407workshop/aid_architecture.pdf

Aid within the Wider China-Africa Partnership: A view from the Beijing Summit
<http://www.cctr.ust.hk/china-africa/papers/King,Kenneth.pdf>

African Studies Centre, Africa and China: A Strategic Partnership?, ASC Working Paper 67/2006
<http://www.ascleiden.nl/Pdf/wp67.pdf>

China's Africa Policy: business now, politics later, Asian perspective vol. 30, n. 4, 2006
<http://www.asianperspective.org/articles/v30n4-d.pdf>

International Grantmaking update: A Snapshot of U.S. Foundation Trends, Loren Renz and Josie Atienza, Foundation Centre, October 2006
http://foundationcenter.org/gainknowledge/research/pdf/intl_update_2006.pdf

Commonwealth Secretariat and La Francophonie Workshop, The Future of Aid: User Perspectives on Reform of the International Aid System, Background Paper. 2006
http://www.aideffectiveness.org/flash/pdf/background_paper.pdf

Trade, development, cooperation: what future for Africa? Edited by Henning Melber, The Nordic African Institute, 2005
<http://www.nai.uu.se/publications/download.html/91-7106-544-X.pdf?id=25113>

Building on the Monterrey Consensus: The Growing Role of Public-Private Partnerships in Mobilizing Resources for Development, The World Economic Forum, September 2005.
http://www.weforum.org/pdf/un_final_report.pdf

The Reshaping of Japan's Official Development Assistance (ODA) Charter, Kazuo Sunaga, FASID Discussion Paper on Development Assistance No.3, November 2004
<http://www.mofa.go.jp/policy/oda/reform/paper0411.pdf>

Global Economic Governance at a Crossroads: Replacing the G-7 with the G-20, Colin I. Bradford, Jr. and Johannes F. Linn, Brookings Policy Brief 131, April 2004
<http://www.aideffectiveness.org/flash/pdf/pb152.pdf>

India-Brazil-South Africa (IBSA) Dialogue Forum: Plan of Action, Department of Foreign Affairs, Republic of South Africa, 2004
<http://www.dfa.gov.za/docs/2004/ibsa0305a.htm>

India's aid dynamics: from recipient to donor? Asia Programme Working Paper, by Gareth Price, Chatham House September 2004
http://www.chathamhouse.org.uk/files/3199_wp200904.pdf

SITES WEB

3^{ème} Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, Accra (Ghana) 2-4 septembre 2008

<http://www.accrahlf.net/WBSITE/EXTERNAL/ACCRAEXT/0..menuPK:64861886~pagePK:4705384~piPK:4705403~theSitePK:4700791,00.html>

Banque africaine de développement

http://www.afdb.org/portal/page?_pageid=473,1&_dad=portal&_schema=PORTAL

African Economic Research Consortium (EN)

www.aercafrica.org

Union africaine

<http://www.africa-union.org/root/ua/index/index.htm>

The Bill & Melinda Gates Foundation (EN)

www.gatesfoundation.org

FOCAC – Forum on China-Africa cooperation – Documents and speeches (EN)

<http://www.focac.org/eng/wjhh/default.htm>

ODI – Documents on Aid Effectiveness (EN)

<http://www.odi.org.uk/themes/aid/>

Aid Harmonization & alignment (EN)

<http://www.aidharmonization.org/>

Centre for Chinese Studies (CCS) (EN)

<http://www.ccs.org.za/>

Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale- CGIAR

<http://www.cgiar.org/languages/lang-french.html>

DFID Aid effectiveness portal (EN)

<http://www.dfid.gov.uk/mdg/aid-effectiveness/>

ELDIS – aid effectiveness (EN)

<http://www.eldis.org/go/topics/resource-guides/aid/aid-effectiveness>

ECDPM et ActionAid – Quel futur pour l'aide communautaire ? (WECA)

<http://weca-aide-ce.eu/>

EU donor atlas (EN)

<http://development.donoratlas.eu/>

FARA: The Forum for Agricultural Research in Africa (EN)

www.fara-africa.org

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

http://www.fao.org/index_fr.htm

GAVI Alliance (EN)

<http://www.gavialliance.org/>

Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme
<http://www.theglobalfund.org/fr/>
Global Environment Facility (EN)
<http://www.gefweb.org/>

International Fund for Agricultural Development (IFAD) (EN)
www.ifad.org

Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)
<http://www.nepad.org/2005/fr/home.php>

OECD- CAD
http://www.oecd.org/department/0,3355,fr_2649_33721_1_1_1_1_1_1,00.html

The Rockefeller Foundation (EN)
www.rockfound.org

UNITAID
<http://www.unitaid.eu/index.php/fr/>

GLOSSAIRE⁶¹

Aide

Les mots "aide" et "aide" fait référence aux flux qui correspondent à l'aide publique au développement (APD) ou l'aide publique (AP).

Aide budgétaire ou d'appui budgétaire

L'appui budgétaire est une forme de programmes d'aide dans laquelle: a. Les fonds sont fournis à l'appui d'un programme gouvernemental qui met l'accent sur la croissance et la réduction de la pauvreté, et la transformation des institutions, en particulier budgétaires; b. Les fonds sont fournis à un partenaire du gouvernement pour passer en utilisant sa propre gestion financière et les systèmes de responsabilisation.

Aide budgétaire sectorielle

Aide destinée à financer les dépenses du budget de l'Etat relatives à un secteur économique et la mise en œuvre d'une politique sectorielle commune, sous la conduite de l'Etat partenaire. Elle est exécutée selon les procédures nationales d'exécution de la dépense publique.

Aide liée, Aide déliée (tied-aid, untied-aid)

L'aide est "liée" lorsqu'elle permet de financer l'acquisition de biens et de services exclusivement auprès de fournisseurs appartenant au pays qui a apporté les fonds d'aide.

Elle est "déliée" lorsqu'elle peut être utilisée pour acheter ces biens et services auprès de n'importe quel pays partenaire.

L'aide peut être partiellement déliée. Le CAD/OCDE publie chaque année une statistique sur le taux de déliement de chaque pays donateur.

Aide multilatérale

Aide acheminée par les organismes internationaux à être utilisés dans ou au nom de pays bénéficiaires de l'aide.

Aide programmable par pays (Country programmable aid, CPA)

L'aide programmable par pays est définie par l'exclusion, en soustrayant du montant brut total de l'APD qui parvient au pays les flux transfrontaliers, l'aide qui fait partie des accords de coopération entre les gouvernements (aide alimentaire) et l'aide qui n'est pas programmable par pays, ni est susceptible de programmation au niveau des pays.

Aide Publique au Développement (APD)

On entend par « aide publique au développement » (APD) tous les apports de ressource qui sont fournis aux pays de la partie I de la Liste du CAD (pays en développement) ou aux institutions multilatérales pour être ensuite acheminés vers des pays de la partie I, et qui répondent aux critères suivants : i) Émaner d'organismes publics, y compris les états et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics. ii) Sachant que chaque transaction doit en outre a) avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement. b) être assortie de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25 pour cent (sur la base d'un taux d'actualisation de 10 pour cent).

L'Aide publique (AP) comprend les apports de ressources qui satisfont les critères de l'APD mais sont destinés aux pays de la partie II de la Liste du CAD (pays en transition) et aux institutions multilatérales dont les activités bénéficient essentiellement à ces pays.

⁶¹ Sources: <http://www.worldbank.org/depweb/french/beyond/global/glossary.html> ; http://www.oecd.org/glossary/0,3414,fr_2649_34469_25078225_1_1_1_1,00.html#32002935 ; <http://www.afd.fr/jahia/Jahia/site/myjahiasite/lang/en/Dictionnaire> ; http://europa.eu/scadplus/glossary/index_a_en.htm - <http://www.dfid.gov.uk/aboutDFID/glossary.asp> - <http://www.oecd.org/dataoecd/26/15/26415673.PDF>

Aide publique nette

Ensemble des dons et prêts concessionnels accordés par les gouvernements des pays donateurs aux pays bénéficiaires, moins les éventuels remboursements du principal effectués pendant la durée des prêts en question.

Ajustement structurel

Les programmes d'ajustement structurel regroupent les conditions posées par le FMI au rééchelonnement de la dette des pays en développement à partir des années quatre-vingts. Visant au rétablissement des balances commerciale et financière extérieures, ils préconisent un équilibre des finances publiques, ainsi que des mesures structurelles du type privatisations, libre circulation des capitaux.

Alignement

Processus par lequel les bailleurs de fonds prennent comme cadre de référence les politiques nationales sectorielles ou macro-économiques définies par les pays partenaires, notamment dans les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP). Ce terme est utilisé depuis la Conférence internationale de Monterrey en mars 2002.

Allègement de la dette

L'allègement de la dette peut prendre la forme d'annulation, rééchelonnement, refinancement ou de réorganisation. a. L'annulation de la dette prévoit le relèvement de la charge de rembourser à la fois la dette principale et les intérêts sur les prêts passés; b. Le rééchelonnement de la dette est une forme de réparation par laquelle les dates auxquelles les montants ou les paiements d'intérêts sont dus sont retardés ou reformulés; c. Les dettes publiques bilatérales ont été réorganisées dans le Club de Paris formé par les créanciers bilatéraux officiels. Le Club de Paris a mis au point des arrangements de plus en plus généreux pour la réduction et le rééchelonnement de la dette des pays les plus pauvres. Plus récemment, de nouvelles conditions pour le renforcement de l'initiative pour les pays pauvres très endettés ont été acceptées.

Apports de capitaux privés nets

Flux de capitaux du secteur privé que reçoit un pays aux conditions du marché, moins les sorties de capitaux analogues. Les flux nets d'investissements de portefeuille en sont un exemple : il s'agit de l'ensemble des actions et obligations acquises par des investisseurs étrangers, moins la valeur des actions et actions qu'ils ont vendues. Voir investissement de portefeuille.

Approche sectorielle (sector-wide approach, SWAP)

Approche destinée à permettre à un bailleur de fonds de combiner ses ressources financières avec celles de l'emprunteur lorsque des objectifs à l'échelle d'un secteur ont été convenus et que la gestion financière et les moyens de contrôle fiduciaire de l'emprunteur ont été évalués et jugés satisfaisants

Appropriation (ownership)

Processus par lequel un pays partenaire prend en charge sa propre politique dans le secteur donné et assure lui même la coordination des bailleurs.

Assistance humanitaire

L'assistance humanitaire comprend le secours en cas de catastrophe, l'aide alimentaire, l'aide aux réfugiés et la préparation aux catastrophes. En général, elle implique la fourniture d'une aide matérielle (notamment pour l'alimentation ou pour les soins médicaux) et le financement, ainsi que des conseils pour sauver et préserver des vies dans les situations d'urgence et dans la phase immédiatement successive de réhabilitation d'urgence et pour faire face aux déplacements de la population découlant de l'urgence à court et à long terme.

Association internationale de développement (IDA)

Une partie du Groupe de la Banque mondiale qui consent des prêts aux pays à des taux concessionnels (c'est-à-dire inférieur aux taux du marché) d'intérêt.

Banque européenne d'investissement (BEI)

La Banque européenne d'investissement a été créée en 1958 par le Traité de Rome en tant qu'institution de financement à long terme de l'Union européenne. La BEI a pour mission de contribuer

à l'intégration, au développement équilibré et à la cohésion économique et sociale des États membres de l'UE. La BEI emprunte d'importants volumes de fonds sur les marchés des capitaux et les prête à des conditions favorables en faveur de projets contribuant à la réalisation des objectifs de l'UE. Elle adapte en permanence son activité à l'évolution des politiques européennes.

La BEI a pour actionnaires les 27 États membres de l'Union européenne. La banque est supervisée par le conseil des gouverneurs, qui comprend les 27 ministres des Finances. Elle a personnalité juridique et est financièrement indépendante. Hors de l'Union européenne, la BEI soutient les stratégies de pré-adhésion des pays candidats et des pays Balkans occidentaux. Elle gère également la dimension financière des accords conclus dans le cadre européenne d'aide au développement et des politiques de coopération. À cet égard, elle est active dans les pays méditerranéens et dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Bénéficiaires

Individus, groupes ou organisations qui bénéficient de l'action de développement, directement (bénéficiaires finaux) ou non, intentionnellement ou non. Termes connexes : publics concernés, ciblés ou atteints.

Cadre de développement intégré de la Banque mondiale (comprehensive development framework)

Les projets financés par la Banque mondiale se veulent l'expression concrète des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, lesquelles s'articulent autour des quatre principes du Cadre de développement intégré. Présenté au Conseil des Gouverneurs de la Banque mondiale en 1998, ce Cadre traduit l'évolution profonde de la conception du développement intervenue depuis les années 90 :

- Les stratégies de développement doivent être globales et définies par une vision à long terme.

Chaque pays doit concevoir et piloter son propre programme de développement en s'appuyant sur la participation des citoyens.

- Les gouvernements, les bailleurs de fond, la société civile, le secteur privé et les autres parties prenantes doivent collaborer, sous la direction des pays bénéficiaires, pour mener à bien les stratégies de développement.

- Le bilan des activités de développement doit être fondé sur des résultats mesurables.

Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, CSLP (Poverty reduction strategy papers, PRSP)

Les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté sont des programmes nationaux de réduction de la pauvreté, élaborés par les autorités des pays concernés. Une fois approuvés par les institutions de Bretton Woods, ces programmes ouvrent accès à un allègement de la dette (initiative PPT) ainsi qu'à des financements à taux privilégié. La préparation des CSLP implique notamment une large concertation avec les différentes composantes de la société ainsi que les partenaires extérieurs du développement. Les CSLP sont inscrits dans les DRSP, Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté.

Capacité d'absorption de l'aide

capacité pour le pays partenaire à mettre en œuvre et décaisser les financements de façon efficace. La capacité des pays en développement à absorber l'aide peut s'apprécier à deux niveaux : institutionnel et macroéconomique.

Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD)

Le Comité d'aide au développement (CAD) encourage et harmonise l'aide des pays de l'OCDE aux pays en développement. C'est une des principales instances au sein desquelles les grands donateurs bilatéraux œuvrent ensemble pour améliorer l'efficacité de leurs efforts communs à l'appui du développement, et ce, de manière durable.

Le CAD œuvre pour faire en sorte que la coopération pour le développement contribue à renforcer la capacité des pays en développement à participer à l'économie mondiale, et celle de leurs habitants à vaincre la pauvreté et à participer pleinement à la vie des sociétés auxquelles ils appartiennent. Le CAD réunit 23 membres, à savoir: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la

Commission des Communautés européennes. La Banque Mondiale, le FMI et le PNUD y sont observateurs.

Le CAD constitue une instance stratégique où s'élaborent les mesures tendant à renforcer l'efficacité des efforts en faveur du développement ; 90 % de l'APD mondiale est apportée par les pays donateurs membres du CAD. Il établit tous les 3 ans, sur la base du critère de revenu annuel par habitant, la liste des pays en développement et des pays en transition.

Site Internet : <http://www.oecd.org/dac>

Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) : Liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD)

La Réunion au niveau des hauts fonctionnaires du Comité d'aide au développement, tenue à Paris les 6 et 7 décembre 2005, a approuvé la Liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD). Elle sera utilisée pendant trois ans pour les notifications des apports d'APD, en commençant par la notification en 2006 des apports de 2005.

La Liste du CAD est révisée tous les trois ans mais la nouvelle Liste entraîne une importante simplification des procédures antérieures. Il ne sera procédé à aucune notification des apports d'aide aux pays non bénéficiaires de l'aide publique au développement. Cela aura pour effet de recentrer la Liste sur l'APD pour laquelle il existe un objectif établi de longue date par l'ONU, à savoir 0.7 pour cent du revenu national, et des objectifs nationaux spécifiques, notamment ceux convenus collectivement par les membres de l'Union européenne.

Par rapport aux listes précédentes, la nouvelle Liste est organisée selon des critères plus objectifs fondés sur les besoins. Elle inclut tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, sauf les membres du G8 ou de l'Union européenne (y compris les pays dont la date d'adhésion à l'Union européenne a été arrêtée).

L'application de ce principe n'entraîne que des ajustements mineurs à la Liste des pays réunissant les conditions pour bénéficier de l'APD. Bahreïn, qui est à présent un pays à haut revenu, a été rayé de la Liste, tandis que le Belarus, la Libye et l'Ukraine, qui sont des pays à revenu intermédiaire, y ont été inscrits. L'effet net de ces changements est peu important : l'APD ne devrait augmenter que d'environ 0.5 pour cent en 2005 par rapport au calcul effectué selon l'ancienne méthode. Cela ne devrait en principe pas affecter le rapport APD/RNB moyen du CAD.

L'aide est de plus en plus concentrée sur les pays les plus pauvres. Ces dernières années, seuls 2 à 3 pour cent de l'APD nette ont été accordés à des pays dont le revenu par habitant était supérieur à 3 000 dollars. Un débat au niveau politique sur l'éligibilité à l'APD pour un pays aura lieu dans le cadre de la Réunion à haut niveau du CAD en avril 2006. La Liste sera réexaminée en 2008 et tous les pays qui auront figuré dans le groupe des pays à haut revenu au cours des trois années précédentes seront rayés de la Liste.

Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD : <http://www.oecd.org/dataoecd/23/35/37954903.pdf>

Pour l'historique de la Liste établie par le CAD des bénéficiaires de l'aide : http://www.oecd.org/document/56/0,3343,fr_2649_34485_35832696_1_1_1_1,00.html

Concessionnalité

La concessionnalité répond à la préoccupation de supprimer les entraves au fonctionnement des marchés à l'exportation et mesure l'effort de l'aide en référence aux cours du marché. Techniquement, le niveau de concessionnalité est calculé comme la différence entre la valeur nominale d'un crédit d'aide liée et la valeur actuelle du service de la dette à la date de versement, calculée à un taux d'actualisation applicable à la devise de la transaction et exprimé comme un pourcentage de la valeur nominale.

Conditionnalité

Lorsqu'un pays emprunte auprès d'une institution financière, son gouvernement prend des engagements. Ce sont les conditionnalités. Elles sont destinées à permettre de vérifier que l'argent prêté est bien utilisé pour résoudre les problèmes qui ont motivé le prêt ou le don. En général, elles accompagnent l'échelonnement des décaissements, chacun d'entre eux permettant de vérifier que les engagements sont respectés.

Très critiquées parce que contraignantes et imposées de l'extérieur, les conditionnalités, après avoir connu une expansion importante dans les années 1980 et 1990, ont été recentrées sur l'essentiel depuis quelques années.

Efficacité de l'aide (aid effectiveness)

Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative. Ce terme est également utilisé comme système de mesure globale du mérite et de la valeur d'une activité ; mesure selon laquelle une intervention a atteint, ou est en train d'atteindre, ses principaux objectifs pertinents, de façon efficiente et durable, et avec un impact positif en terme de développement institutionnel.

Engagement sur un prêt

Montant maximum que octroyé à titre de prêt à un bénéficiaire, lequel crédit peut être mobilisé partiellement ou en totalité. L'ensemble des octrois au cours d'une année constitue les engagements annuels.

Evaluation

Appréciation systématique et objective d'un projet, d'un programme ou d'une politique, projeté, en cours ou terminé, de sa conception, de sa mise en œuvre, et de ses résultats. Le but est de déterminer la pertinence et l'accomplissement des objectifs, l'efficience en matière de développement, l'efficacité, l'impact et la pérennité. Une évaluation devrait fournir des informations crédibles et utiles permettant d'intégrer les leçons de l'expérience dans le processus de décision des bénéficiaires et des bailleurs de fonds. Noter que l'évaluation peut porter non seulement sur l'action de développement, mais aussi sur les acteurs eux-mêmes ou sur les relations entre les différents intervenants.

Evaluation conjointe, partenariale (joint evaluation)

Evaluation à laquelle participent différents organismes bailleurs et/ou leurs partenaires. Il peut y avoir plusieurs degrés de partenariat selon que les partenaires coopèrent plus ou moins au processus d'évaluation, regroupent leurs ressources et restituent ensemble les résultats. Les évaluations conjointes peuvent aider à traiter les problèmes d'attribution en appréciant l'efficacité des programmes et des stratégies, la complémentarité des efforts des différents partenaires ainsi que la qualité de la coordination de l'aide, etc.

Evaluation participative (participatory evaluation)

Méthode d'évaluation selon laquelle les représentants des agences d'aide et des autres parties prenantes (y compris les bénéficiaires) collaborent pour concevoir et conduire une évaluation et en tirer les conclusions. La participation à l'évaluation peut être totale, ou bien se limiter à certaines étapes seulement.

Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance, FRPC (Poverty Reduction and Growth Facility, PRGF)

La facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) est le guichet par lequel le FMI accorde des prêts assortis de faibles taux d'intérêt aux pays à faible revenu. Elle a été créée en septembre 1999 par le FMI afin de placer les objectifs de lutte contre la pauvreté et de promotion de la croissance au centre de ses opérations de prêts dans ses pays membres les plus pauvres. Les programmes appuyés par la FRPC reposent sur des stratégies globales d'allégement de la pauvreté qui sont pilotées par les pays. Ces stratégies sont définies dans le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) exhaustifs dont les pays ont l'entière responsabilité.

Fonds européen de développement (FED)

Le Fonds européen de développement (FED) est l'instrument principal de l'aide communautaire à la coopération au développement aux États ACP ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Le traité de Rome de 1957 avait prévu sa création pour l'octroi d'une aide technique et financière, initialement aux pays africains toujours colonisés à cette époque et avec lesquels certains États ont eu des liens historiques.

Bien que, suite à la demande du Parlement européen, un titre soit réservé pour le Fonds dans le budget communautaire depuis 1993, le FED ne fait pas encore partie du budget communautaire général. Il est financé par les États membres et est soumis à ses propres règles financières et est dirigé par un comité spécifique. L'aide octroyée aux pays ACP et aux PTOM continuera à être financée par le biais du FED pour la période 2008-2013.

Chaque FED est conclu pour une période d'environ cinq ans. Depuis la conclusion de la première convention de partenariat en 1964, les cycles des FED suivent, en général, ceux des accords/conventions de partenariat.

Le neuvième FED est doté d'une somme de 13,5 milliards d'euros pour la période de 2000 à 2007. En outre, les reliquats des FED précédents s'élèvent à plus de 9,9 milliards d'euros. La contribution des ressources propres de la Banque européenne d'investissement (BEI) s'élève à une somme de 1,7 milliard d'euros pour la période couverte par le neuvième FED.

Fonds monétaire international (FMI)

Le Fonds monétaire international vise à promouvoir la coopération monétaire internationale, la stabilité des changes, de favoriser la croissance économique et des niveaux plus élevés d'emploi et de fournir une assistance financière temporaire aux pays pour contribuer à alléger l'ajustement de la balance des paiements.

Harmonisation de l'aide

Définie en février 2003 par la Déclaration de Rome, elle est un processus engagé par les bailleurs de fonds, bilatéraux et multilatéraux, visant (i) au partage de l'information ; (ii) à la rationalisation et à la simplification des systèmes et procédures ; ou (iii) à la mise en œuvre de l'APD selon des procédures communes -pouvant aller jusqu'à des prises de décisions communes- dans le but d'une meilleure efficacité de l'aide.

Investissement étranger direct (IDE)

Investissement étranger établissant un intérêt durable dans une entreprise ou permettant d'en contrôler effectivement la gestion. Il peut consister à acheter des parts de capital d'une entreprise basée dans un autre pays, à réinvestir les bénéfices d'une entreprise sous contrôle étranger dans le pays où elle est basée, ou, dans le cas de sociétés mères, à accorder des prêts à leurs filiales étrangères. Selon les règles du Fonds monétaire international (FMI), un investissement constitue un investissement étranger direct s'il porte sur 10 % au moyen des actions de la firme étrangère portant droit de vote, mais beaucoup de pays fixent un seuil plus élevé du fait que 10 % ne suffit pas, dans bien des cas, à établir un contrôle effectif sur la gestion d'une entreprise ou, pour un investisseur, à manifester un intérêt durable dans l'entreprise.

Partenariat public privé (PPP)

Projet conjoint entre des autorités publiques et des entreprises pour concevoir, financer, construire, gérer ou préserver un projet d'intérêt public. Les PPP supposent un partage de responsabilité et de propriété entre le gouvernement et le secteur privé, garanti par un contrat de longue durée. Entre les deux extrêmes, la privatisation et l'étatisation, les formules de partenariat sont multiples, tout comme les secteurs potentiellement concernés : l'eau potable, l'assainissement, les transports, les télécommunications, mais aussi certains volets liés à la santé et à l'éducation.

Partenariat stratégique avec l'Afrique (PSA)

Présidé par la Banque Mondiale et créé en 1987, il est le principal forum régional de coordination de l'aide, a favorisé la coopération entre bailleurs de fonds et pays d'intervention en matière d'analyse et de réflexion sur la politique publique, et a incité les donateurs à apporter davantage d'aides budgétaires directes pour soutenir la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté et de développement durable élaborées par les pays eux-mêmes.

Pays à économie en transition

Pays qui font le passage du système d'économie à planification centrale à celui de l'économie de marché. Ces pays, parmi lesquels figurent la Chine, la Mongolie, le Viet Nam, les anciennes républiques de l'Union Soviétique et les pays d'Europe centrale et orientale, comptent un tiers environ de la population mondiale.

Pays à faible revenu (Low-income countries, LICs)

Selon la classification établie par la Banque mondiale en 1997, pays dont le PNB par habitant était égal ou inférieur à 765 dollars en 1995. On compte actuellement environ 58 pays à faible revenu de 1 million d'habitants ou plus. Leur population totale s'élève à près de 3,2 milliards d'habitants.

Pays à revenu élevé (High-income countries)

Selon la classification établie par la Banque mondiale en 1997, pays dont le PNB par habitant était égal ou supérieur à 9 386 dollars en 1995. Ce groupe comprend à la fois des pays développés et des économies en développement à revenu élevé.

Pays à revenu intermédiaire (Middle-income countries)

Selon la classification établie par la Banque mondiale en 1997, pays dont le PNB par habitant se situait entre 766 et 9 385 dollars en 1995. Une distinction est en outre faite entre les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (766-3 035 dollars) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (3 036-9 385 dollars).

(Initiative) PPTTE pays pauvres très endettés (Heavily indebted poor countries initiative, HIPCI)

L'initiative PPTTE est le mécanisme d'allègement de la dette des pays en développement mis au point par la Banque mondiale à la fin des années 1990. L'objectif est de réduire de façon substantielle l'endettement extérieur public des pays concernés. Pour être éligible, le pays doit élaborer, faire approuver et mettre en œuvre un "cadre stratégique de lutte contre la pauvreté" (CSLP), et conclure un accord avec le FMI sur le cadrage macroéconomique et budgétaire du pays pour une durée de trois ans.

Prêts (crédits)

Les transferts pour lesquels le remboursement est nécessaire. Seuls les prêts dont l'échéance est supérieure à un an sont inclus dans les statistiques du CAD. Les données sur le montant net des prêts comprennent les déductions pour les remboursements du montant principal (mais pas le paiement des intérêts) sur les prêts antérieurs.

Produit intérieur brut (PIB)

Valeur de tous les biens et services produits dans un pays au cours d'une année. Le PIB peut se calculer en additionnant tous les éléments de revenu — salaires, intérêts, bénéfices, loyers — ou, au contraire, de dépense — consommation, investissement, achats publics, exportations nettes (exportations moins importations) — d'une économie. Dans l'un ou l'autre cas, le résultat devrait être le même, car une dépense a toujours pour contrepartie un revenu, si bien que la somme de tous les revenus doit être égale à la somme de toutes les dépenses.

Produit national brut (PNB)

Valeur de tous les biens et services produits dans un pays au cours d'une année (produit intérieur brut), plus les revenus reçus de l'étranger par les résidents du pays, moins ceux versés aux non-résidents. Il peut être bien inférieur au PIB si les revenus de la production d'un pays vont pour une bonne part à des personnes ou des entreprises étrangères. À l'inverse, si les nationaux ou entreprises d'un pays détiennent un important volume d'actions et d'obligations d'entreprises ou d'organismes publics d'autres pays dont ils perçoivent des revenus, le PNB pourra être supérieur au PIB. Mais pour la plupart des pays, ces deux indicateurs statistiques présentent des différences négligeables. Le terme « brut » indique que la perte de valeur liée à la « dépréciation » naturelle du capital utilisé pour la production n'est pas déduite de la valeur de la production totale. Si elle l'était, on obtiendrait un indicateur appelé produit intérieur net (PIN), également appelé revenu national. Les termes « produit » et « revenu » sont souvent utilisés de manière interchangeable, et donc l'expression revenu par habitant est également employée pour désigner le PNB par habitant.

Risque pays

Le risque spécifique de perte pour le bailleur si son encours ne peut être remboursé par le pays bénéficiaire du prêt.

Taux de sortie

Taux d'intérêt à la charge des bénéficiaires des prêts, appliqué à l'encours en capital et redevable à une échéance récurrente.

Traitement concessionnel

La concessionnalité peut correspondre soit à une annulation d'une partie des créances, soit à un rééchelonnement de la dette sur une longue période à un taux d'intérêt inférieur au taux de marché approprié. On parle de concessionnalité lorsque le traitement de la dette se traduit par une diminution de sa valeur actuelle nette.

LISTE DES ACRONYMES⁶²

AFD	Agence française de développement
ADP	Assistance publique pour le développement
CAD	Comité d'aide au développement (OECD)
CDMT	Cadres de dépenses à moyen terme
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CSLP	Cadres stratégiques officiels de lutte contre la pauvreté
DFID	Département britannique pour le développement international
DPP	Dialogue public privé
DSP	Développement du secteur privé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fond monétaire international
GTZ	Agence allemande de coopération technique
IDA	Association international de développement
IDE	Investissement direct étranger
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
JBIC	Banque japonaise de coopération internationale
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
KfW	Banque allemande de développement
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OSC	Organisations de la société civile
OSP	Organisations du secteur privé
PAM	Programme alimentaire mondiale
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPI	Programme public d'investissements
PPP	Partenariat public privé
PPTTE	Pays pauvres très endettés
SFI	Société financière internationale
SLP	Stratégie de lutte contre la pauvreté
SNPC	Système de notification des pays créanciers
TIC	Technologie de l'information et de la communication
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international

⁶² Source: http://www.oecd.org/glossary/0,3414,fr_2649_201185_36818407_1_1_1_1,00.html